



2016

RAPPORT D'ACTIVITE



Pour toutes les familles

FEDERATION NATIONALE

www.familles-de-france.org

Assemblée Générale - Samedi 3 juin 2017

SOMMAIRE

1. Identité et fonctionnement	page 2
2. Les temps forts	page 5
3. Secteur Vie associative	page 9
4. Secteur Politique familiale	page 13
5. Secteur Education	page 18
6. Secteur Consommation	page 23
7. Secteur Logement	page 27
8. Secteur Développement durable	page 29
9. Secteur Communication	page 33
10. Site Internet	page 34
11. « Familles en France » Magazine	page 36
12. Les interventions médiatiques	page 37
13. Les formations	page 38
14. Les représentations	page 39
15. Les conférences	page 48
16. Agenda statutaire	page 49
17. Activités des associations et fédérations	page 51

1. CARTE D'IDENTITE ET FONCTIONNEMENT

www.familles-de-france.org/organisation

■ Familles de France participe à la défense des intérêts de la famille au sein d'un réseau qui propose des actions à visée sociale, économique, de protection du consommateur et d'éducation ayant pour finalité l'accompagnement et la défense des familles.

■ Reconnue d'utilité publique, la Fédération nationale Familles de France est :

Agréée d'éducation populaire ;
Agréée organisation nationale de consommateurs ;
Agréée organisme de formation ;
Agréée association d'utilisateurs du système de santé

■ Familles de France est affilié à l'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UNAF)

■ En 2016, Familles de France est présent dans

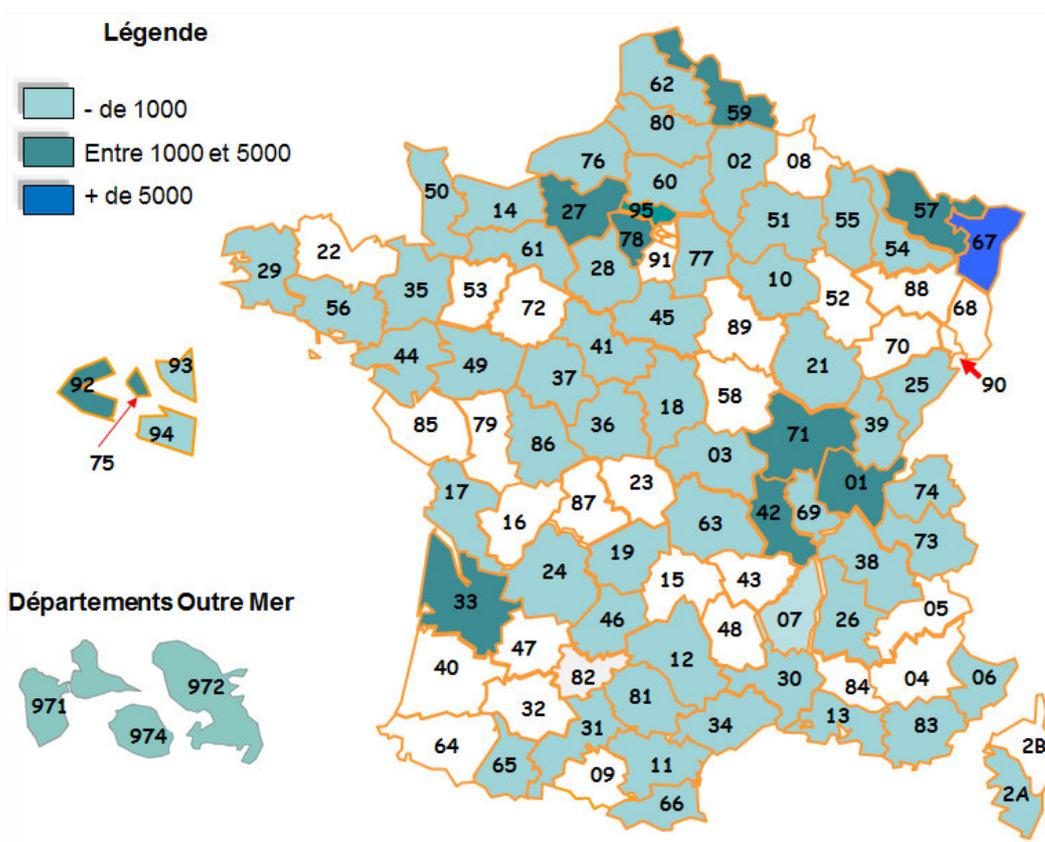
69 départements de métropole et d'outre-mer.

Soit :

52 fédérations départementales

300 associations Familles de France de Métropole et d'Outre-mer selon le modèle de l'association loi 1901

Plus de **43 000** familles



■ Vie statutaire

La Fédération nationale est administrée par un conseil d'administration et un bureau. L'assemblée générale se tient une fois par an. Le Conseil d'administration fixe les orientations du Mouvement dont la mise en œuvre est assurée par la Fédération nationale sous l'autorité du Président.

■ Le Bureau du Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2016, le Bureau est composé de 8 membres :



Président : **Patrick CHRETIEN (57)**
 Secrétaire Générale : Odile COUTAUDIER (71)
 Trésorière : Danièle GIRARD (27)

Vice Présidentes : Urvassée BAGUANT (59)
 Virginie DURIN (75)

Secrétaires adjoints : Samir REGRAGUI (66)
 Mireille LACHAUD (30)

Trésorier adjoint : Jacqueline RUAULT (28)

Le Bureau s'est réuni 4 fois : les 13 février, 16 avril, 31 octobre et 6 décembre.

■ Le Conseil d'administration

Au 31 décembre 2016, le Conseil d'Administration est composé :

De 27 administrateurs issus de 18 départements. Liste des administrateurs non membres du bureau :

BARDOL Aloyse (67)
 BELKIRI Jamy (13)
 BERTRAND Germain (35)
 BRAND Christiane (75)
 BULA Amandine (59)
 CARLA-COISSAC Marie-Christine (75)
 de COMBEJEAN Philippe (67)
 DELENTE Raphaëlle (30)
 DESBROSSES Bernard (71)
 FOULQUIER-GAZAGNES Thierry (34)
 GUEGUEN Monique (18)
 GUYENET Jean-Jacques (57)
 HEE Charly (60)
 HONEGGER Cyrille-Frantz (69)
 LABOUYSSSE-LALEU Isabelle (31)
 LANGLOIS-JOUAN Marie-Madeleine (36)
 LORRAIN Fernand (54)
 SOUILMI Raphaël (94)
 VIVIEN Catherine (94)

Et de 6 membres d'honneur :

Ghislaine Abraham, Aliette Bellavoine, Suzanne Bruneau, Jacques Duprat, Henri Laurent, Michel Paramelle.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois : 9 janvier, 18 mars, 3 & 4 juin, 24 septembre.

Pas en poste à cette date	13-févr	16-avr	31-oct	06-déc	Nombre de présences
Membres du bureau					
BAGUANT Urvassée	1	1	1	1	4
BERTRAND Germain	1	1			2
CAUDE Alexandra	0	0			0
CARLA-COISSAC Marie-Christine	1	0			1
CHRÉTIEN Patrick	1	1	1	1	4
COUTAUDIER Odile	1	1	1	1	4
DURIN Virginie	1	1	1	1	4
GIRARD Danièle	1	1	0	1	3
LABOUYSSSE-LALEU Isabelle	0	0			0
LACHAUD Mireille			0	1	1
PAILLIER Guy			1	1	2
RÉGRAGUI Samir			0	1	1
RUAULT Jacqueline			1	1	2

Présent : 1
 Représenté (pouvoir) : 1

Membres du CA	9 janvier	18 mars	3 juin	04 juin	24 sept.	Nombre de présences	Nombre de pouvoirs
BAGUANT Urvassée	1	1	1	1	1	5	
BARDOL Aloyse	1	1	1	1	1	3	2
BELKIRI Jamy					1	1	
BERTRAND Germain	1	1	1	1	1	5	
BLONDIN René	1	1	1			3	
BRAND Christiane	1	1	1	1	1	3	2
BULA Amandine	1	1	1	1	1	3	2
CARLA-COISSAC Marie-Christine	1	1	1		1	1	3
CAUDE Alexandra		1					1
De COMBEJEAN Philippe	1	1	1	1	1	4	1
CORNAVIN Anne-Marie	1	1	1	1	1	4	1
COUTAUDIER Odile	1	1	1	1	1	3	2
CHRETIEN Patrick	1	1	1	1	1	5	
DELENTE Raphaëlle					1	1	
DESBROSSES Bernard	1	1	1	1	1	3	2
DUBOSCQ Emile	1	1	1			2	1
DURIN Virginie	1	1	1	1	1	3	2
FOULQUIER-GAZAGNES Thierry		1	1	1	1	4	
GIRARD Danièle	1	1	1	1	1	5	
GUEGUEN Monique				1	1	2	
GUYENET Jean-Jacques					1	1	
HEE Charly	1	1	1	1	1	5	
HONEGGER Cyrille-Frantz	1	1			1	2	1
JOYEUX Henri	1					1	
LABOUYSSSE-LALEU Isabelle		1	1	1			3
LACHAUD Mireille	1	1	1	1	1	5	
LANGLOIS-JOUAN Marie-Madeleine				1	1		2
LEROY Michel	1	1	1	1	1	5	
LORRAIN Fernand	1	1	1	1		4	
LE NIGER Anne-Marie							
PAILLIER Guy				1	1		2
REGRAGUI Samir	1	1	1	1	1	5	
RUULT Jacqueline	1	1	1	1	1	5	
SOUILMI Raphaël					1	1	
VIVIEN Catherine	1	1	1	1	1	3	2
WILLIAMSON Françoise	1	1	1			1	2

Pas en poste à cette date



■ Agrément : association représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Par arrêté du 30 novembre 2016, notre mouvement, Familles de France, est désormais agréé pour 5 ans en tant qu'union nationale d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

La santé est un enjeu quotidien de la vie des familles et un axe fort des politiques publiques : dans la prévention et l'éducation, au sein de la protection sociale, à travers l'accompagnement des malades. Cet agrément est pour nos associations locales une opportunité pour de nouvelles actions et de nouveaux partenariats.

■ Familles de France consulte le réseau en vue d'interpeller les Candidats aux élections présidentielle et législatives 2017 :

C'est un travail collaboratif qui a permis à notre réseau de préparer des propositions pour les candidats aux élections présidentielles initié lors de l'assemblée générale de notre mouvement, complété par le travail en commissions et lors du séminaire des administrateurs. Dix thématiques ont été proposées et pour chacune d'entre elles, nos adhérents ont fait trois propositions : petite enfance, éducation, enseignement, pouvoir d'achat, santé, logement, prestations familiales, retraites, développement durable et vie associative.

■ La rentrée scolaire

Le coût de la rentrée scolaire pour un élève entrant en 6ème en 2016 s'élevé à **190,24 euros**, soit une stagnation par rapport à 2015, puisque l'évolution relevée par rapport au coût de la rentrée 2015 est de **-0,1 %**.

Malgré cette stabilité du coût moyen, il existe de fortes disparités dans les prix que nous avons relevés, selon qu'il s'agisse de fournitures papeteries, de fournitures non papeteries ou des vêtements de sport. De même, ce coût moyen de 190,24 euros cache de grandes différences de prix selon les types de magasins : augmentation de 2,9% pour les magasins spécialisés ; baisse de 0,1% en hypermarchés ; baisse de 2,6% en supermarchés par rapport à 2015

35 départements ont participé à cette enquête et ont effectué de 1 à 30 relevés.

La conférence de presse du 17/08/2016 a eu une audience exceptionnelle cette année.



■ La journée du réseau

La journée du 19 mars 2016 « Des idées pour agir » fut une belle réussite,

Devant le constat d'une fragilité économique croissante et de la nécessité d'avoir des réflexes plus professionnels pour survivre, chacun des participants fut invité à réfléchir dans des ateliers ayant pour thèmes:

1- Moderniser nos permanences consommation et accompagner les familles surendettées. Ce secteur est en évolution, d'une part en raison de concurrence et d'autre part, par les nouvelles technologies (les permanences étant délaissées au profit d'une recherche sur le web). Ce sujet est en cours de réflexion avec l'UNAF et en collectif avec d'autres mouvements.

2- L'Éducation: au travers de la lutte contre l'illettrisme (lien entre individu) ou de parcours de projet personnel de formation.

3- La Vie associative: vos difficultés, vos expériences, vos attentes.

Les participants ont pris connaissance :

-Du partenariat entre la CNAF et Familles de France pour informer et accompagner les familles à obtenir la prime d'activité. 5 affiches conçues par le national sont disponibles pour aider les associations à s'engager dans cette action.

-Du projet de questionnement des fédérations ou associations dans le but de recueillir les orientations de la future politique familiale, à l'occasion des élections présidentielles de 2017. Un rétro planning est lancé et la prochaine assemblée générale permettra de faire un point d'étape.



■ Séminaire des administrateurs

Le 23 septembre 2016 le nouveau conseil d'administration s'est réuni avec pour objectif de définir 3 ou 4 axes de travail pour les 2 années à venir

■ Relation avec la CNAF

● Partenaire de la charte de la laïcité

Familles de France en tant que partenaire était présent le 28 juin 2016 pour le déploiement de la charte de la laïcité de la branche famille.

● Prime d'activité; l'information des Familles

La prime d'activité qui remplace désormais le revenu de solidarité active (RSA), est en place. L'évaluation des droits et l'inscription se font en ligne sur le site caf.fr. Familles de France est partenaire de la CNAF et, dans ce cadre, a voulu s'associer à la vaste campagne de communication organisée par la CNAF, les CAF et ses partenaires. Depuis notre site institutionnel, les visiteurs peuvent accéder au simulateur permettant d'évaluer leurs droits et le cas échéant, s'inscrire directement pour solliciter la prime. Plusieurs de nos associations ou fédérations locales ont aussi organisé un accompagnement dans des points d'information ou points d'accès aux droits. La prime d'activité n'est pas un revenu social, mais une aide financière qui vise à encourager l'activité.

■ Familles de France s'inquiète à deux reprises durant l'été sur la réforme de l'aide au logement.

De nouvelles ponctions sur le budget des familles touchant les aides au logement ont été mises en place cet été :

- Dans le cadre de la loi de finances, le gouvernement décide d'introduire le patrimoine des demandeurs dans les bases de calcul des aides au logement.

- Depuis le 1er juillet 2016, les nouvelles règles de calcul de l'APL (Aide personnalisée au logement) tiennent compte d'un loyer plafond en vigueur par zone géographique, à ne pas dépasser pour bénéficier de l'aide.

Familles de France estime que ces mesures vont à nouveau fragiliser les familles et aussi les épargnants populaires. Les sommes qui sont mises de côté ne constituent pas une forme de richesse, mais une épargne pour passer le cap des aléas de la vie (études d'un enfant, séjour en EHPAD...).

■ Rendez-vous en 2016

Au ministère de la Famille

- **Remise du rapport Sylviane GIAMPINO à Madame la Ministre des Familles**

Lundi 9 mai Patrick Chrétien représentait Familles de France au Ministère des affaires sociales et de la santé pour assister à la remise du rapport "Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels" produit par Sylviane GIAMPINO et remis à Laurence Rossignol.

- **Familles de France chez la ministre des familles avec l'UNAF et les mouvements familiaux**

Lundi 23 mai 2016, Urvassee BAGUANT, vice-présidente en charge de la politique familiale et Patrick CHRÉTIEN, président ont répondu à l'invitation de Laurence ROSSIGNOL. Familles de France a affirmé sa volonté de travailler avec son réseau sur une méthode permettant à l'ensemble des familles d'exprimer ses besoins dans un cadre économique et géopolitique contraint et avec une évolution de la composition familiale elle aussi en évolution (familles monoparentales, familles recomposées) pour faire des propositions cohérentes et soutenables.

- **Journée nationale de restitution et d'échanges le 28 juin 2016.**

Ouverte par Laurence Rossignol Ministre des Familles, la journée avait pour objectif de faire le point sur l'expérimentation du nouveau réseau d'entraide destiné aux familles monoparentales: les parents solos.

Au ministère des affaires sociales et de la santé

Patrick Chrétien et Urvassee BAGUANT ont participé mardi 15 novembre 2016, Salle Pierre Laroque au ministère des affaires sociales et de la santé, à une journée d'étude sur les modes d'accueil des jeunes enfants.

Au ministère de l'Éducation nationale

Le 21 novembre 2016, Patrick CHRÉTIEN et Urvassee BAGUANT ont rencontré les fonctionnaires de la DGESCO au ministère de l'Éducation nationale pour comprendre leur refus de renouveler notre agrément.

Au Sénat

- Urvassee BAGUANT et Patrick CHRÉTIEN ont été auditionnés au Sénat par Mme CAYEUX, rapporteure du volet Famille, pour le PLFSS 2017 (le 3 novembre 2016).
- Urvassee BAGUANT a rencontré Mme FÉRET, membre de la Commission des Affaires sociales au Sénat et Chef de file du Groupe socialiste sur le PLFSS 2017, pour échanger sur la politique familiale (le 9 novembre 2016).
- Monsieur Philippe BAS, sénateur et Président d'une mission d'information créée par la Commissions des lois du Sénat, a auditionné Jamy BELKIRI, administrateur national de Familles de France, avec d'autres associations (Jeudi 15 décembre 2016).



■ Présence de Familles de France aux vœux du gouvernement

- Vœux du président de la république aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi.
- Vœux de Ségolène ROYAL, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
- Les ministres et secrétaires d'état de l'économie et des finances ont réuni les forces vives de la nation pour présenter les vœux de Bercy. Patrick CHRÉTIEN représentait le mouvement Familles de France invité en tant qu'organisation consumériste.

■ Conseil Economique, Social et Environnemental

Le président de Familles de France, **Patrick CHRÉTIEN** a siégé au CESE régulièrement en 2016 notamment :

- Mardi 14 juin, lors d'une séance retransmise en direct où il a présenté l'avis du groupe UNAF sur le rapport annuel de l'état de la France en 2016
- Vendredi 27 octobre 2016 pour les 70 ans du CESE en présence de François Hollande, Président de la république.



■ **HCFEA - Haut Conseil à la famille, de l'enfance et de l'âge** a été installé le 13 décembre 2016 en remplacement du HCF et reste présidé par M. Fragonard. Il est organisé en 3 collèges

- Conseil de l'âge
- Conseil de l'enfance et de l'adolescence
- Conseil de la famille (où siège un représentant de Familles de France : **Bernard DESBROSSES**)

■ Les billets du président

www.familles-de-france.org/nos-revendications

- Comment allons-nous défendre les consommateurs ? (25/01/2016)
- Bilan démographique de la France en 2015 (28/01/2016)
- Les bons conseils du FMI ! (15/04/2016)
- Tous les français sont-ils solidaires? (06/06/2016)
- ORLANDO – MAGNANVILLE (14/06/2016)
- Ce n'est pas cela la France! (16/06/2016)
- 14 juillet 2016 (15/07/2016)
- 26 juillet dans une église quelque part en France (27/07/2016)
- Hausse de la fiscalité locale (1/10/2016)
- Des frais supplémentaires pour les clients des banques (10/12/2016)

■ Rencontre avec le médiateur national de l'énergie

8 associations de consommateurs, 2 représentantes de la DGCCRF, et une représentante de l'INC, assistaient à cette réunion.

Jean GAUBERT, médiateur de l'énergie, animait la réunion à laquelle assistait Patrick CHRÉTIEN et où il a eu l'agréable surprise de retrouver une des anciennes chargées de mission en charge de la consommation de Familles de France.

■ COFACE



Créée en 1958 à Bruxelles, un an après la commission européenne. Elle travaille essentiellement à établir des recommandations européennes et évaluer leur impact sur la législation européenne des enfants et des familles (protection sociale, inclusion, défense des droits des personnes différentes ou dépendantes et réconciliation vie familiale et vie professionnelle).

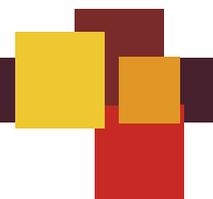
Les 7 et 8 Novembre 2016, à Berlin, s'est déroulé le colloque de la COFACE (Confédération des Organisations Familiales de l'Union Européenne) pour illustrer les implications du numérique sur le travail et sur la jeunesse du monde connecté.

Virginie DURIN, responsable du secteur Education, administrateur national et représentant Familles de France à la COFACE, a participé à de nombreuses tables rondes et groupes de travail.

Le premier groupe de travail avait pour thème les possibilités de création de nouvelles dynamiques entre pays autour d' ERASMUS + PROGRAMME.

Les tables rondes furent très riches :

- La mutation du travail : son évolution vers le travail à distance, son impact sur l'environnement et la qualité de vie des familles, et plus particulièrement celle des familles monoparentales.
- L'enfance : utilisateurs vulnérables ou experts en culotte courte ? Cela démontra l'importance d'un encadrement légal coercitif aussi bien pour les jeux d'argent en ligne que pour la pornographie. Internet ne connaissant pas de frontière, des lois européennes mettant les sites face à leur responsabilité sont les seules solutions. Une auto régulation de l'accès des mineurs basée sur le bon vouloir des sites étant un échec.



Le secteur Vie associative réfléchit et agit pour une **dynamisation et un développement du mouvement** et à la cohérence de ses services et actions.

Il étudie par thématique les activités associatives du réseau, **propose des mutualisations** sur les expériences et les pratiques associatives, coordonne les activités au niveau national.

La Commission Vie associative est présidée par **Amandine BULA**

SOUTIEN AU RESEAU

■ Fonctionnement et règles qui régissent une association

Dissolution liquidation association (05, 42, 75, 59, 89) ; Numéro Insee, siren, siren (56, 01) ; Contrat d'assurance et activités associatives (01, 42, 61, 78) ; Statuts (06, 30, 53, 69, 75, 94, Corse) ; Obligation de sécurité /manifestation (Vigipirate) 17, 59 ; partenariat crédit municipal (75) ; reçu fiscal (34) ; Exercice comptable (56) ; Représentant santé (06, 27) ; Attestation bénévolat (18, 56) ; Demande objets publicitaires : ballons, logo, .. (01, 75, 18) ; fusion associations (75).

■ Activités associatives

Risque de la mise en relation (services de l'association) 01 ; Charte baby sitting (01, 12, 78) ; Accueil d'un jeune enfant en halte-garderie (69, 75) ; Législation bourse (59)

■ Fonction employeur

Mutuelle santé (01,42, 28, 86) ; Emploi dans structure périscolaire (38)

■ Projet /partenariat Université

Engagement des jeunes (56)

■ Financement associatif/ appel à projets

Demande appel à projets : SNCF « entre les lignes » illettrisme et parentalité (59), Crédit Mutuel « engagement des jeunes » (71), France Bénévolat sur le Handicap (01, 75), MACIF/AVISE duplication d'un projet (83), AGF67

■ Accompagnement

Recherche de formations et formateur sur territoire (01, 54) ; Appel à la générosité (01) ; Déclaration liste adhérents CNIL (77) ; Agrément service civique (18, 27, 31, 34) ; Projet de structure AGF 67

COMMISSION VIE ASSOCIATIVE

Elle s'est réunie les 8/01 et 9/12
Proposition de programme de recherche pour coordonner et valoriser le réseau
1) Faire vivre valeurs et réalités associatives
Mettre en lumière le capital associatif
Formalisation et promotion du projet associatif
2) Répondre aux besoins d'organisation des activités
Pouvoirs, rôles et responsabilités des instances statutaires
La ressource humaine... plurielle
Le ou les organigrammes
Les représentations, les délégations de pouvoirs et de signature
Impliquer et fortifier le réseau
Reconnaître et valoriser les réalisations et contributions

3) S'allier et travailler avec des partenaires
Champ et recherche de partenaires
Vivre avec les partenaires
Vers une politique de mutualisation externe ?
4) Contrôler, évaluer pour rester ouverts à l'innovation et aux changements
Reproduction d'action, soit par la fédération nationale soit par une association locale accompagnée par la mise en œuvre de la fédération nationale
Développer les systèmes d'évaluation
Fixer l'heure des bilans...
... Pour mieux maîtriser le changement...
... Et ne pas subir les crises
5) Aide à projets pour les associations
Edition de guide
Gestionnaire de projet
Veille

■ **Rapport du HCVA : définition consensuelle de l'intérêt général**

Le Haut conseil à la vie associative (HCVA) a remis un rapport sur la notion d'intérêt général, concept « bien adapté aux enjeux associatifs », pour :

- la préciser (en excluant une définition stricte et figée)
- harmoniser les points de vue entre les services de l'État, collectivités territoriales et monde associatif dans un cadre sécurisé
- pallier l'insécurité juridique qui en découle

■ **Présentation d'un certificat médical : nouvelles dispositions au 01/09/2016**

Publics concernés : licenciés, fédérations sportives, organisateurs de manifestations sportives, sportifs non licenciés participant à des compétitions sportives.

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de la modernisation de notre système de santé dans son article 2019, le décret N°2016-1157 du 24 août 2016 introduit de nouvelles dispositions concernant la délivrance d'une licence et la participation à des compétitions sportives.

- La présentation d'un certificat médical pour une demande d'une licence ou de son renouvellement se fera tous les 3 ans (sauf pour les disciplines particulières : alpinismes, plongée, spéléologie, ... et les disciplines sportives qui présentent des contraintes particulières pour lesquelles un examen médical spécifique est requis)
- A compter du 1er juillet 2017, les sportifs devront remplir, dans l'intervalle de ces trois ans, un questionnaire de santé dont le contenu sera arrêté par le ministre chargé des sports.

■ **Les salariés d'entreprises, une ressource pour les associations !**

Un tiers des salariés sont bénévoles dans des associations. Cela démontre un engagement associatif fort et mérite d'être valorisé.

Un guide, issu des résultats du rapport du groupe de travail interministériel sur l'engagement associatif des actifs, co-piloté par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et Le Rameau, « Construire ensemble l'engagement associatif des salariés » met en exergue l'importance de cet engagement et invite les entreprises à exercer des partenariats avec les associations.

■ **"Cercle restreint de personnes" : révision de l'administration fiscale**

Tout organisme souhaitant recevoir des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt doit être qualifié d'intérêt général, c'est à dire agir sans but lucratif, avoir une gestion désintéressée et ne pas fonctionner au profit d'un cercle restreint de personnes. La notion de cercle restreint a été éclaircie par le rapport qu'à remis Yves BLEIN au Conseil des Ministres le 6 juillet dernier qui préconise d'en modifier et d'en clarifier la doctrine administrative afin d'en permettre une application homogène sur le territoire et de renforcer la sécurité juridique au profit des associations, rejoignant ainsi l'appréciation sur celle-ci du Haut-Conseil à la vie associative (HCVA).

Cette clarification résout l'instabilité de cette notion qui a occasionnée des contentieux depuis 2012.

■ **Création du conseil d'orientation des politiques de jeunesse**

Par la fusion de trois instances : le Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse, le Conseil national de la jeunesse et le Conseil national des missions locales. Celui-ci va contribuer à la coordination et à l'évaluation des politiques publiques relatives à la jeunesse de 16 à 30 ans.

Sur les questions :

- de politique de jeunesse
- d'éducation populaire
- sur l'insertion professionnelle des jeunes

Il est consulté sur les projets de loi et textes réglementaires.

Il doit adresser au gouvernement des propositions en vue d'améliorer la situation des jeunes.

2 GRANDS RENDEZ-VOUS EN 2016

- **La journée du réseau** « Des idées pour agir » du 19 mars a été une belle réussite émaillée d'ateliers de réflexion pour approfondir les thématiques et mettre en commun les pratiques :

- 1- Lutter contre l'illettrisme
- 2- Moderniser nos permanences consommation
- 3- Accompagner les familles surendettées
- 4- Valoriser son association



- **Assemblée Générale du 4 juin**

La moitié du conseil d'administration a été renouvelée.

COMITE JURIDIQUE

Le Comité Juridique examine les candidatures au conseil d'administration national, l'affiliation des associations et des fédérations à Familles de France, les éléments juridiques qui traitent de la vie associative ou qui modifient le Code de l'action sociale et des familles. Cette année a été entamé un travail de rénovation des statuts et règlement intérieur de la fédération nationale.

Comité juridique : 12 mai, 1er juin, 9 décembre

4 juin, AG 2016 : affiliations d'associations ou de fédérations à Familles de France

Par l'intermédiaire d'une fédération :

- Affiliation de l'association « Le lien associatif » à Béziers (34)
- Création de l'association Familles de France de la Grande Combe et Alès (30)

Par affiliation directe à la fédération nationale :

- Création de l'association familiale Familles de France de la Mayenne (53)
- Affiliation de l'association familiale de Baie-Mahaut (971, Guadeloupe)

FORMATIONS

Le conseil d'administration du 24 septembre 2016 a été l'occasion d'une réorganisation du Département vie associative. Le jour même il a été demandé aux administrateurs d'indiquer les thèmes de formation qu'ils souhaitent. Ce tour de table a été très utile : fin 2016, des formations ont été réalisées ; l'une, interrégionale entre les associations des Bouches du Rhône et du Gard sur la consommation à Montélimar ; et l'autre en Bretagne sur le thème « Comment dynamiser nos associations ? ».

La formation peut être un moyen pour développer le sentiment d'appartenance à notre mouvement, acquérir des compétences, servir les familles.

- **Des formations nationales dispensées en local et à Paris**

Fonction employeur
Mini site
Réseaux sociaux
Soutien à la parentalité
Activité enfance/jeunesse

MAGAZINE FAMILLES EN FRANCE

La vie de nos associations et de nos fédérations pour les mettre en valeur et les sujets qui les concernent :

- 750 AGF 67 Sélestat ; Pour devenir un espace de vie social CAF
- 751 Journée du réseau ; Association d'Évreux (27)
- 752 Crowdfunding
- 753 FD 06 ; Projet de loi Égalité et Citoyenneté
- 754 Financement des associations : quelles perspectives ?

VISITES TOUT AU LONG DE L'ANNEE

- 13/01 P. CHRETIEN AFF Paris15 : présentation des vœux de Marcelle Bernon, présidente, et Maryse Carron + remise des diplômes aux lauréats du concours de dessins initié dans le cadre du 25ème anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant le 20 novembre 2015
- 28/01 P. CHRETIEN AGF Paris8ème : AG
- 04/02 G. PARISOT Louveciennes (78) : CA
- 15/02 P. CHRETIEN AGF Paris6ème : AG
- 29/02 P. CHRETIEN+G. PARISOT Association familiale à Laval (53) : AG constitutive
- 07/03 P. CHRETIEN Association familiale du Verdunois (55) : AG
- 08/03 P. CHRETIEN Forum "femme ou homme, mieux vivre ensemble" en Saône et Loire (71)
- 14/03 P. CHRETIEN Semaine de la petite enfance à Metz (57) : participation à la journée d'ouverture
- 21/03 O. COUTAUDIER Fédération des Familles de France de l'Ain (01) : participation à l'assemblée générale
- 21/03 P. CHRETIEN Printemps algérien à Metz (57) : participe à la journée et assiste à la conférence de Nadia AÏT ZAI, militante des droits des femmes en Algérie
- 26/03 P. CHRETIEN Association familiale de Joué-lès-Tours (37) : participation aux "60 ans"
- 01/04 P. CHRETIEN Association Famille Lorraine de Metz quartier de Borny : participation à l'assemblée générale
- 03/04 P. CHRETIEN Family Rando la Quentinoise à Metz : participation à la randonnée
- 07/04 P. CHRETIEN AGF Paris15ème : présentation de l'album "T'choupi et Fifinou à l'école"
- 08/04 G. PARISOT Bourges (18) : Projet « Un fruit à la récré »
- 15/04 P. CHRETIEN AGF du Val d'Oise (95) : AG
- 21/04 P. CHRETIEN AGF du Bas-Rhin (67) : rencontre avec Aloyse Bardol, président et Philippe de Combejean, Vice-président
- 29/04 G. PARISOT Laval (53), Vannes (56) : réunion
- 04/05 P. CHRETIEN Ambérieux (01) : AG
- 17/05 P. CHRETIEN AGF Paris17ème : AG
- 31/05 P. CHRETIEN ORGECO(89) : AG
- 11/06 P. CHRETIEN AGF du Bas-Rhin (67) : AG et 70ème anniversaire à Hipsheim
- 23/06 O. COUTAUDIER ORGECO (01) : AG
- 23/09 P. CHRETIEN Fédération du Val de l'Oise (95) : AG
- 19/10 P. CHRETIEN Association familiale de Peltre (57) : AG
- 21/10 P. CHRETIEN Association familiale de Bourg-en-Bresse (01)
- 21/11 P. CHRETIEN Fédération de la Moselle (57) : AG
- 29/11 G. PARISOT et S.TROADEC Strasbourg (67) : étude de terrain
- 02/12 P. CHRETIEN Association du Fort Moselle à Metz (57) : AG



4. SECTEUR POLITIQUE FAMILIALE

www.familles-de-france.org/politique-familiale

Protection sociale (famille, santé, retraite...), petite enfance (modes de garde, éducation), dépendance (maladie, handicap, services à la personne), accès aux droits (prestations, relations assurés-administrations, simplification...) : la politique familiale accompagne les familles au quotidien, et tout au long de leur vie.

Notre rôle :

1. **Accompagner** le développement des services aux familles
2. **Diffuser** informations et conseils pratiques
3. **Représenter** les intérêts des familles et des usagers

RENDEZ-VOUS DE LA COMMISSION EN 2016

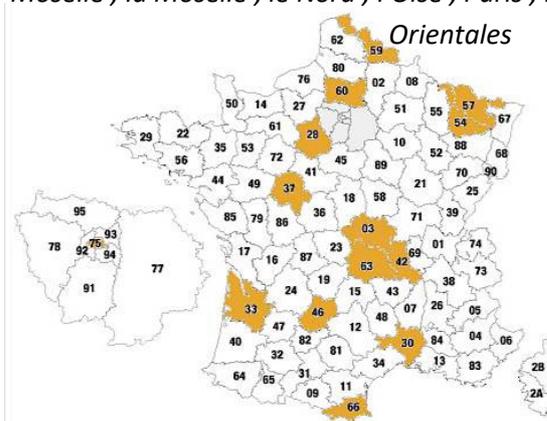
-9 janvier 2016 : prime d'activité, accès aux droits et démarches numériques, élections 2017,
-27 mai 2016 campagnes électorales 2017, dossier agrément des associations représentatives des usagers du système de santé,
-7 octobre 2016 : PLFSS pour 2017, campagne « Moi(s) sans tabac », agrément santé.
Intervenants et experts : Jacques Buisson, AGF 67, président de la Caf 67 et membre de la délégation Cnaf à l'Unaf ; Nicolas Brun, chargé de mission Unaf santé

Organisation du département politique familiale

La commission politique familiale est présidée par deux administrateurs, responsables du département politique familiale, **Urvassée BAGUANT** et **Mireille LACHAUD**, et composée de représentants des fédérations départementales.

Animée en permanence par les acteurs du réseau, la commission est également amenée à proposer des rencontres et organise ponctuellement des débats avec des spécialistes ou des personnalités.

14 fédérations sont représentées auprès de la commission : L'Allier ; l'Eure et Loir ; le Gard ; la Gironde ; l'Indre et Loire ; la Loire ; le Lot ; le Meurthe et Moselle ; la Moselle ; le Nord ; l'Oise ; Paris ; le Puy-de-Dôme ; le Pyrénées



GRANDES ORIENTATIONS

Familles de France est partenaire de la Caisse nationale des allocations familiales et les orientations du département politique familiale sont travaillées en lien avec la Convention d'objectif et de gestion Cnaf-Etat 2013-2017, dont une des priorités est l'« accès aux droits ». Les orientations que nous nous sommes fixées dans ce cadre :

1. **simplifier** toutes les démarches administratives intéressant les familles afin de les rendre plus lisibles et plus compréhensibles et d'assurer l'accès aux droits de tous
2. **défendre** les droits et les intérêts des familles en matière de prestations familiales, de fiscalité, de retraite, de finances publiques
3. **développer** les services aux familles, en particulier les permanences d'information, les services « petite enfance » et les services aux personnes âgées

■ Travaux du département politique familiale

Le département politique familiale édite différents outils :

1. Outils au réseau :

- fiches pratiques mensuelles
- support animation campagnes et montage projets (guides, affiches, plaquettes...)
- kits parcours de droits
- formations

2. Outils aux familles :

- actualités et informations sur les droits et prestations
- guides et dossiers
- assistance administrative et aide aux démarches
- formations

Le département propose également des contenus d'information sur les pages du magazine et du site internet de Familles de France.

La commission nationale propose les projets et les outils aux associations, assure la réalisation et le suivi technique.

■ Formations

Catalogue de formations du département politique familiale :

- « ouvrir une permanence d'accueil et d'information pour les familles »
- « information droits et prestations : les aides aux familles »
- « l'accompagnement des personnes âgées dépendantes »
- « l'accompagnement des démarches et des litiges Caf »
- « les politiques d'insertion et l'accompagnement des publics vers l'emploi »

Nos programmes de formations sont adaptables sur demande (niveau, durée, contenu...) et nos formations peuvent être organisées soit à Paris, soit en région.

Par ailleurs le programme du stage « information droits et prestations » est composé de modules courts de 1 à 2h (3 modules pour 3 types de prestations), optionnels ou complémentaires, directement accessibles de manière interactive (quiz, guide).

En 2016 ce sont tenus 4 stages de formations, dont 1 délocalisé, et 1 nouveau module proposé : « les politiques d'insertion et l'accompagnement des publics vers l'emploi ».

ACTIONS NATIONALES 2016

■ Accès aux droits numériques

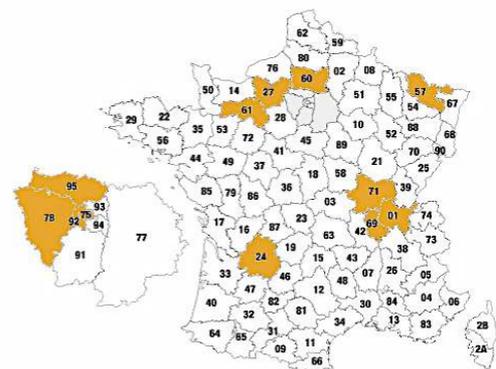
Dans un contexte de développement de l'administration numérique, mais sous le constat que de nombreuses personnes restent encore exclues des nouvelles technologies, en 2016 le département politique familiale a orienté son action sur l'accès aux droits autour de l'accès aux droits numériques, avec deux projets :

1. Prime d'activité (première prestation entièrement dématérialisée) : partenariat de la communication institutionnelle de la Cnaf dans le cadre du lancement de la prime d'activité en janvier 2016. Articles (newsletter, magazine), vidéos (sites), affiches... : **le département propose aux associations des articles, des affiches, le montage de points d'information et de points «simulation» pour faire connaître la prime d'activité.**

L'affiche est divisée en deux parties. La partie supérieure gauche, sur un fond bleu clair, présente la Prime d'activité avec des critères d'éligibilité : 'Vous avez plus de 28 ans', 'Vous travaillez', et 'Vous gagnez moins de 3300€'. Elle mentionne 'ca.fr' et 'Prime d'activité'. La partie supérieure droite, sur un fond blanc, invite à connaître ses droits : 'VOUS N'ÊTES PAS ALLOCATAIRE CAF CONNAISSEZ-VOUS VOS DROITS ?'. Le centre de l'affiche est dominé par un grand bouton orange qui dit 'ICI Point d'accès numérique'. En dessous, il y a le slogan 'J'y ai DROIT Je fais MA DEMANDE > caf.fr'. Le bas de l'affiche contient des logos pour 'Estimez votre droit sur le simulateur' et 'FAMILLES DE FRANCE > familles-de-france.org'.

2. Services et accès numériques: le département a édité un guide « 10 fiches pratiques pour favoriser l'accès aux droits numériques » ainsi qu'une information dans la lettre aux responsables de mai 2016 sur les labels «point relais caf» et «point numérique Caf».

En chiffre : 20 associations Familles de France proposent déjà des ateliers informatiques



**En novembre,
on arrête ensemble.**



tabac info service
la aide • l'appui • le 20 20

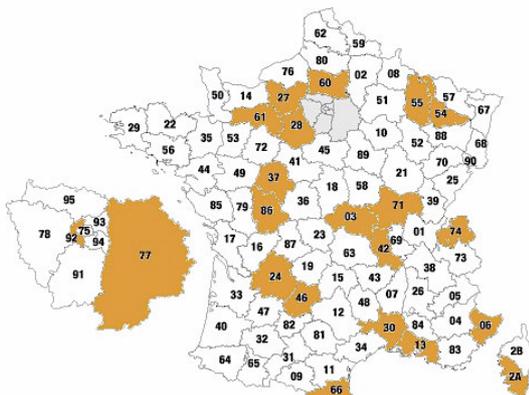
■ Santé

La santé est un enjeu fort des politiques de protection sociale, et un thème historique de l'intervention du mouvement familial dans sa mission de représentation des familles. En 2016 la représentation des usagers du système de santé amorce sa réforme : c'est dans ce cadre que le département politique familiale s'est mobilisé afin de valoriser l'action de ses bénévoles et de leur permettre de poursuivre leurs projets.

En appui à Urvassée Baguant et Mireille Lachaud, Samir Réragui est nommé administrateur responsable du pôle santé, rattaché au département politique familiale, pour 2 actions en 2016 :

- 1. Agrément national Union d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique :** Familles de France est désormais agréé par arrêté du 30 novembre 2016. Cet agrément est valable 5 ans et permet à nos bénévoles de siéger comme représentants au nom de Familles de France.
- 2. Campagne Moi(s) sans tabac :** en novembre 2016 Familles de France est partenaire de Tabac info service et Santé publique France dans le cadre de la campagne de santé publique Moi(s) sans tabac visant à accompagner les fumeurs dans l'arrêt du tabac. Le département propose aux associations des affiches, des sports vidéos, des badges, des K-ways, des kits d'information et des supports d'animation pour les événements du mois de novembre.

En chiffre : 24 associations Familles de France ont rendu leur dossier d'agrément pour le dépôt de la demande nationale et/ou participé à la campagne.



PUBLICATIONS ET OUTILS 2016

Publications !

■ Guides « Les réformes de la politique familiale » :

Depuis 2015 les réformes importantes de la politique familiale ont conduit le département à éditer de nouveaux guides, « mieux informer les familles », sur l'évolution des différents dispositifs d'aide aux familles. En 2016 c'est la réforme de l'allocation de soutien familiale qui entre en vigueur : le guide « comprendre: la garantie des impayés de pensions alimentaires » est paru.

(pour rappel : déjà parus « comprendre la réforme du congé parental » et « comprendre la modulation des allocations familiales »)



MIEUX INFORMER LES FAMILLES

Les réformes de la politique familiale :

la garantie d'impayés de pensions alimentaires

■ Guide « 10 fiches pratiques ... » :

Les guides « clé en main » du département pour le montage de projets. Paru en 2016 « 10 fiches pratiques pour favoriser l'accès aux droits numériques ».

(pour rappel : déjà parus « 10 fiches pratiques pour la réalisation d'activité périscolaires », « 10 fiches pratiques pour comprendre les prestations de service Caf »).



10 FICHES PRATIQUES POUR FAVORISER L'ACCES AUX DROITS NUMERIQUES



Familles de France - Fédération Nationale des Familles de France - Agence d'éducation parentale - agence représentative nationale de l'enseignement - agence représentative de l'enseignement public
29 Rue Saint-Charles - 75009 PARIS - Tél. 01 42 42 42 96 - Fax 01 42 42 07 18 Bureau: info@familles-de-france.org - Email: conseil@familles-de-france.org N° SIRET 7541187930001 - APE 8899Z

■ **Fiches pratiques**

Publiées mensuellement et disponibles sur le site internet www.familles-de-france.org les fiches pratiques sont une des principales sources d'information sur les droits et démarches. Particularité : chaque année un grand thème est choisi pour la réalisation d'une série de fiches détaillées sur l'événement (sont précédemment parus: l'ensemble des prestations familiales, les prestations sociales, les prestations santé, les services à la personne, les impôts). En 2016 le département publie un ensemble de fiche avec pour thème « **chômage : les aides et démarches pour les demandeurs d'emploi** ».

Liste des fiches publiées en 2016 :

- Prestations familiales : plafonds de ressources 2016
- Assurance chômage : déclaration de situation mensuelle
- Assurance chômage : allocation de retour à l'emploi (ARE) en 3 fiches
- Prestations familiales : allocation de soutien familial 2016
- Prestations familiales : montants 2016
- Assurance chômage : projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE)
- Bourses des lycées 2016/2017
- Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire 2016/2017
- Bourses des collèges 2016/2017 et Bourses universitaires 2016/2017
- Assurance chômage : allocation d'aide au retour à l'emploi formation (AREF)
- Recherche d'emploi : aide à la recherche u premier emploi (ARPE)
- Assurance chômage : rémunérations des formations de Pôle emploi (RFPE)
- Assurance chômage : rémunération de fin de formation (RFF)
- Assurance chômage : allocation de sécurisation professionnelle (ASP)
- Prime de Noël 2016

■ **Kits parcours de droits**

Depuis 2014, pour compléter les outils d'informations proposés (fiches pratiques et guides), le département politique familiale propose au réseau des « kits parcours » trimestriels. Ces kits thématiques autour d'un événement familial sont destinés à faciliter l'accueil et l'information des familles par nos bénévoles, l'orientation des démarches et le solutionnement du problème. Ils se présentent sous la forme d'un court dossier de quatre pages et contiennent :

- un déroulé de l'ensemble des principales démarches à réaliser
- un focus détaillé et explicatif d'un droit ou d'une démarche particulière
- une liste des aides et prestations qui peuvent être demandées
- une liste des administrations et organismes compétents (un espace est laissé libre afin que chaque association puisse y référencer les coordonnées de son interlocuteur local)
- des questions / réponses
- des lettres-types

Ces parcours sont transmis aux associations par le biais de la lettre aux responsables à la fin de chaque trimestre (mars, juin, septembre, décembre). Quatre nouvelles thématiques ont été proposées en 2016 :

1. la prévention et les soins de santé
2. les départs en vacances
3. la retraite
4. l'accompagnement et la prévention de la dépendance

■ **Mallette Familles de France « accès aux droits »**

Selon les termes du partenariat Familles de France-Cnaf, l'accès aux droits est l'axe d'action du département politique familiale jusqu'en 2017. Le département propose donc aux responsables du réseau des outils pour développer leurs services et leurs actions partenariales avec les Caf.

La mallette documentaire « accès aux droits » sert à animer l'intervention de nos associations dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion Cnaf-Etat 2013-2017. Disponible au format numérique, elle est transmise à l'occasion de déplacements et de rencontres avec le réseau. Outil interactif, cette mallette a vocation à être diffusée au sein du réseau par nos responsables associatifs eux-mêmes : elle est actualisée régulièrement avec de nouveaux outils et en fonction des actualités réglementaires, comme elle peut aussi être personnalisée et complétée avec les outils propres de chaque association.

■ Parlementaires

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 : dossier essentiel qui fixe la politique familiale de l'année à venir et sur lequel le département politique familiale est consulté chaque année. En 2016 nous sommes intervenus sous la forme d'un « *Billet aux parlementaires* » le 18 octobre, ainsi qu'une audition parlementaire le 3 novembre, devant Caroline Cayeux sénatrice rapporteure pour la branche famille. (Patrick Chrétien et Urvassee Baguant)
- Groupe parlementaire socialiste : rencontre avec Mme Corinne Féret, sénatrice membre de la commission des affaires sociales, le 9 novembre 2016. (Urvassee Baguant)

■ Unaf

- 24 mars 2016 : participation au groupe de travail Unaf- Unaafam sur la petite enfance et les relations parents / assistant-e-s maternel-le-s. (Magali Grenouilleau)
- 18 octobre 2016 : rencontre avec M. Nicolas Brun, chargé de mission Unaf santé (Urvassee Baguant)
- 24 novembre 2016 : participation au groupe de travail Unaf « petite enfance-soutien à la parentalité-Cnaf » (Urvassee Baguant)

■ Cnaf

- 28 avril 2016 : présentation du bilan de mi-parcours des actions réalisées dans le cadre de notre convention de financement (Patrick Chrétien, Virginie Durin, Magali Grenouilleau)
- 18 octobre 2016 : rencontre avec Jacques Buisson, AGF 67, président de la Caf 67 et membre de la délégation Cnaf à l'Unaf (Urvassee Baguant, Virginie Durin, Magali Grenouilleau, Gabrielle Parisot)

■ Représentations diverses

- CSN : participation au groupe de travail qui réunit les Conseil supérieur du notariat et les associations le 21 juin 2016 sur le thème de la dépendance. (Magali Grenouilleau)
- CNIS : participation à la commission « santé » du Centre national de l'information statistique le 1^{er} juin 2016 (Magali Grenouilleau)

■ Présence et participation

Au-delà de ces interventions les représentants de la commission assurent une présence sur des colloques et lors de débats d'actualité.

Quelques événements auxquels nous avons participé en 2016 :

- le 7 avril 2016 : conférence Carac « l'entraide familiale »
- le 9 mai 2016 : remise du rapport Giampino « développement des jeunes enfants, modes d'accueil et formation des professionnels » ministère des Affaires sociales et de la Santé
- les 7 et 8 juin 2016 : rencontres Santé publique France
- le 8 novembre 2016 : Journée nationale Santé Unaf
- le 9 novembre 2016 : colloque « prévention et accompagnement à la santé » fondation PiLeJe et Institut Pasteur de Lille
- le 15 novembre 2016 : colloque « les modes d'accueil du jeune enfant » ministère des Affaires sociales et de la Santé
- le 12 décembre 2016 : colloque annuel du COR



Les associations **accompagnent les familles** dans toute leur diversité, dans leurs réussites et dans leurs difficultés, pour donner à chacun l'égalité des chances.

Notre rôle

1. **Aider l'enfant** à grandir et à s'épanouir

2. **Aider les familles** dans leur travail éducatif

3. **Proposer un accompagnement** adapté aux familles en difficulté.

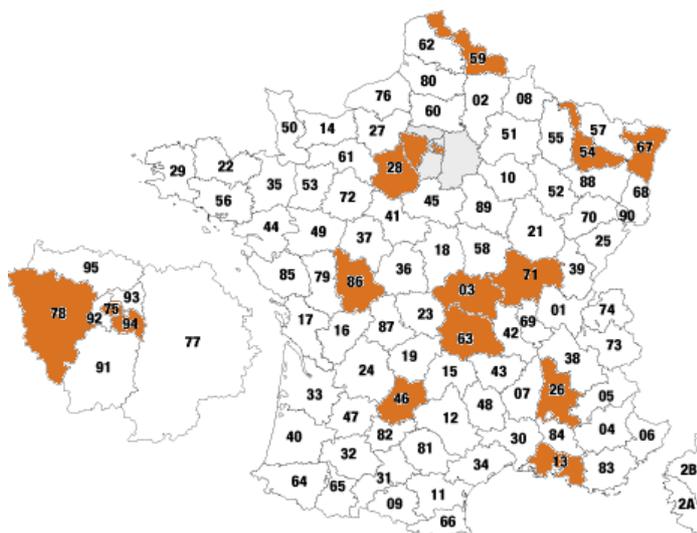
ORGANISATION DU DEPARTEMENT VIE FAMILIALE - EDUCATION

La commission éducation est présidée par un administrateur, responsable du département, **Virginie DURIN**, et composée de représentants des fédérations départementales.

Animée en permanence par les acteurs du réseau, la commission est également amenée à proposer des rencontres et organise ponctuellement des débats avec des spécialistes ou des personnalités.

13 fédérations sont représentées auprès de la commission :

L'Allier ; les Bouches du Rhône ; le Bas-Rhin ; la Drôme ; l'Eure et Loir ; le Lot ; la Meurthe et Moselle ; le Nord ; Paris ; le Puy-de-Dôme ; la Saône et Loire ; le Val de Marne ; la Vienne ; les Yvelines



RENDEZ VOUS DE LA COMMISSION EN 2016 :

- 26 janvier 2016 (ordre du jour : lutte contre le harcèlement à l'école, charte de la Laïcité de la branche famille et ses partenaires, enquête « les familles le dimanche », magazine Familles en France « humour et éducation »)
 - 27 septembre 2016 (ordre du jour : campagne jeunes « bénévoles en action », propositions pour les campagnes électorales 2017 (éducation, école), enquête « les relations de voisinage »)
 - 25 novembre 2016 (ordre du jour : campagne jeunes « bénévoles en action », compte-rendu Coface, insertion et orientation professionnelle des jeunes, enquête « bien-être à l'école »)
- Intervenants et experts : Mme Nadine Mouchet, responsable de programme « monmentor.fr »



■ Grandes orientations

Familles de France est partenaire de la Caisse nationale des allocations familiales et les orientations du département éducation sont travaillées en lien avec la Convention d'objectif et de gestion Cnaf-Etat 2013-2017, dont une des priorités est le « soutien à la parentalité ». Les orientations que nous nous sommes fixées dans ce cadre :

1. les relations familiales (soutien à la parentalité, médiation familiale, divorce, recompositions familiales, accidents de la vie, ...)
2. l'éducation des enfants et des jeunes (addictions, conduites à risque, média, nouvelles technologies et jeux vidéo, soutien scolaire ...)
3. isolement, en particulier celui des jeunes (mal-être des adolescents) et des personnes âgées (dépendance)

■ Travaux du département vie familiale – éducation

Le département éducation assure ses travaux autour de 3 missions :

- soutien et appui aux actions du réseau (formations, conférences, guides pratiques, campagnes de sensibilisation)
- analyse (enquêtes et études)
- réflexion et proposition (représentations)

Il constitue dans ce cadre différents outils :

- actualités et informations
- guides et dossiers
- supports de communication
- action de sensibilisation vers les familles
- aides pratiques aux projets des associations

Le département propose également des contenus d'information sur les pages du magazine et du site internet de Familles de France.

La commission nationale propose les projets et les outils aux associations, assure la réalisation et le suivi technique.

■ FORMATIONS

Le catalogue de formations du département vie familiale - éducation :

- « Le soutien à la parentalité »
- « Animer un groupe de parole »
- « Les activités et les animations enfance, jeunesse »
- « Le cours des parents : animer un stand de sensibilisation sur les nouvelles technologies »
- « La communication parents - enfants : l'adolescence »
- « Les comportements à risque chez les jeunes »
- « Enfance et média : prévention, protection, bonnes pratiques »
- « L'enfant dans le système administratif et judiciaire »
- « Etre intervenant en milieu scolaire »
- « Accompagner l'enfant en deuil »

Nos programmes de formations sont adaptables sur demande (niveau, durée, contenu...) et nos formations peuvent être organisées soit à Paris, soit en région.

En 2016 ce sont tenus 6 stages de formation, dont 1 délocalisé, et 1 nouveau module a été proposé : « accompagner l'enfant en deuil »

■ Prévention du jeu excessif : Numéro vert

Ce service de Familles de France, proposé dans le strict respect de la charte des numéros "détresse", c'est à dire l'anonymat total a permis de répondre à une moyenne de 3 à 4 appels par mois.

Le premier appel dure environ 7 /8 minutes. Il est suivi le plus souvent d'un second appel beaucoup plus long (18 minutes environ même si cela s'est déjà prolongé jusqu'à plus d'une heure quand l'appel émane directement d'un joueur ce qui arrive deux fois dans l'année).

Le suivi peut aller jusqu'à 3/4 appels et concerner le jeu, le joueur, ...



PUBLICATIONS ET OUTILS 2016

Nouvelles publications !

« Mémento : organiser une conférence » : septembre 2016

Public, intervenant, lieu, horaire, partenaires, communication... ? Un projet expliqué et clé-en-main pour les associations.

INFORMATIONS PRATIQUES

Des **articles d'actualité** sont disponibles sur le magazine, le site et à travers les newsletters. Ils sont réalisés régulièrement pour mieux informer les familles.

En 2016 :

- Jeunes : projet de loi Egalité et citoyenneté (2 publications : consultation en ligne, clause d'impact jeunesse), campagne jobs d'été 2016
- Nouvelles technologies : séniors numériques, enquête Clemi « enfants, médias, numérique »
- Droits vers l'autonomie ; le fonds d'aide aux jeunes ; ressources, aides et conseils à la mobilité internationale ; instances de participation pour les jeunes ; jobs d'été 2015 ; protection de l'enfant sur internet ; santé des jeunes
- Scolarité : l'inscription en école maternelle, rentrée 2016 : nouveautés, études supérieures (2 publications : calendrier des démarches, orientation), parents d'élèves : les droits des représentants, les conseils de la vie collégienne, la réforme des rythmes scolaires
- Droit de la famille : l'habilitation judiciaire familiale, protection de l'enfance : les jeunes majeurs

Le département diffuse, par ailleurs, des **articles d'information à destination des associations**, pour les alerter sur les programmes et les partenariats d'action spécifiques.

En 2016 :

- Événements : apprendre à nager 2016 ; semaine de la presse dans les écoles 2016 ; monuments jeux d'enfants 2016
- Campagnes : non au harcèlement à l'école ; prix jeunesse pour l'égalité ; journée internationale des droits de l'enfant
- Partenariats : programme Ville Vie Vacances 2016 ; concours de dessins ministère des Familles-Cnaf « éducation bienveillante »

PUBLICATIONS PARTENAIRES

Promouvoir les actions du réseau Familles de France !

- Unaf, **Réalités familiales** n° 114-115, Novembre - Décembre 2016 « Familles connectées » : nos interventions en milieu scolaire



- **Laboratoire sociétal de la FDJ**, Lettre Labo sociétal FDJ n°7, Novembre 2016 « Parentalité et numérique » : nos actions de sensibilisation.

A la une dans le cadre de notre représentation auprès du laboratoire sociétal

MALETTE

Familles de France « soutien à la parentalité »

Selon les termes du partenariat Familles de France-Cnaf, le soutien à la parentalité est l'axe d'action du département vie familiale - éducation jusqu'en 2017. Le département propose donc aux responsables du réseau des outils pour développer leurs services et leurs actions partenariales avec les Caf.

La mallette documentaire « soutien à la parentalité » sert à animer l'intervention de nos associations dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion Cnaf-Etat 2013-2017. Disponible au format numérique, elle est transmise à l'occasion de déplacements et de rencontres avec le réseau. Outil interactif, cette mallette a vocation à être diffusée au sein du réseau par nos responsables associatifs eux-mêmes : elle est actualisée régulièrement avec de nouveaux outils et en fonction des actualités réglementaires, comme elle peut aussi être personnalisée et complétée avec les outils propres de chaque association.

PANEL ET ENQUETES

La commission vie familiale - éducation a souhaité mettre en place un panel d'enquêtés, dits « adhérents référents », pour répondre régulièrement à des questionnaires qui doivent nous aider à mieux déterminer les thèmes d'action de nos associations vers les familles et nous accompagner dans nos prises de positions.

Depuis 2010 : 23 enquêtes réalisées

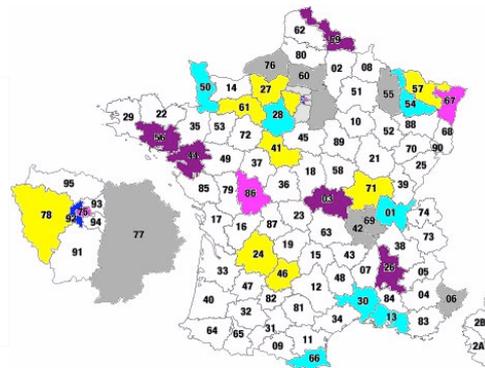
Pour nous suivre et participer :

<http://familles-de-france.org/node/468>

Le panel en 2016 : 156 adhérents référents

3 nouvelles enquêtes réalisées :

- les familles le dimanche
- les relations de voisinage
- le bien-être à l'école



CONSULTATIONS ET INTERVENTIONS 2016

Nos interventions et positionnements sur les principaux projets de réforme et les lois, notamment sous la forme de billets aux parlementaires, parfois également sous la forme d'audiences et d'auditions devant les pouvoirs publics, ou de participation à des groupes de travail et aux consultations européennes.

■ Parlementaires

Projet de loi sur la justice du 21ème siècle : « lettre aux Parlementaires » le 11 mai 2016 concernant la réforme du divorce par consentement mutuel sans juge.

■ Comité de suivi de la Charte de la Laïcité de la branche Famille et ses partenaires

- 23 mai 2016 : réunion de concertation avec les autres mouvements familiaux et l'Unaf sur la lutte contre la radicalisation et les actions de parentalité, ministère des Familles (Patrick Chrétien, Urvassee Baguant)
- 9 juin 2016 : formation radicalisation, ministère des Affaires sociales (Patrick Chrétien)
- 29 juin 2016 : lancement de la charte de la Laïcité, Cnaf (Virginie Durin)

■ Coface

Virginie Durin a été nommée représentante titulaire au conseil d'administration de la Coface (confédération des organisations familiales de l'Union européenne) en 2016

- 7 et 8 novembre 2016 : colloque « l'impact du numérique sur les familles au 21ème siècle » à Berlin (Virginie Durin)
- 12 et 13 décembre 2016 : conseil d'administration de la Coface à Zagreb (Virginie Durin).

■ 4 Représentations diverses :

- le 18 février 2016 : laboratoire sociétal de la FDJ (Magali Grenouilleau)
- le 31 mai 2016 : rencontre avec la MJC Lorraine pour la présentation du projet « être parent » (vidéos en ligne) (Urvassee Baguant, Odile Coutaudier, Danièle Girard)

■ Présence et participation :

Au-delà de ces interventions, les représentants de la commission assurent une présence sur des colloques, des débats d'actualité. Quelques événements auxquels nous avons participé en 2016 :

- le 28 juin 2016 : journée de restitution à l'occasion du lancement du réseau Parents solos et Compagnie, ministère des Familles
- le 26 novembre 2016 : colloque « Terrorisme islamique et méthodes de déradicalisation »
- les 5 et 6 décembre 2016 : village FSE
- le 6 décembre 2016 : présentation des résultats PISA - OCDE



LES PRISES DE POSITION ET COMMUNIQUES EN 2016

La diversité des interventions de Familles de France au sein des groupes de travail et des instances de concertation ne peuvent être toutes présentées ici tant elles sont nombreuses et variées.

Aussi, seules les prises de positions publiques formalisées le plus souvent par un communiqué de presse sont mentionnées ici.

En 2016, le secteur consommation a publié trois communiqués de presse :

- Le 26 avril - Familles de France : Soyez vigilant en faisant vos courses !»
- Le 17 août - Stabilité du coût de la rentrée scolaire 2016/2017
- Le 27 septembre - Loi Sapin 2 - "Familles de France" inquiet pour l'assurance vie

LES AUDITIONS ET PARTICIPATIONS

1. Audition par la Cour des comptes sur les services postaux (Juin 2016).
2. Audition par la Commission des lois du Sénat relative à une mission d'information consacrée au redressement de la justice (15 décembre 2016).

RENDEZ-VOUS DE LA COMMISSION EN 2016 :

- 9 février 2016 : discussion autour de la réforme de la médiation de la consommation et propositions relatives à l'évolution du milieu consumériste.
- 2 décembre 2016 : propositions d'actions pour les associations locales de défense du consommateur afin de diversifier leur activité et faire face à leurs difficultés.

LES CONTRIBUTIONS NATIONALES DIVERSES EN 2016

En tant qu'association agréée de défense des consommateurs, Familles de France est régulièrement sollicitée pour donner son avis sur des sujets intéressant les consommateurs dans le cadre de consultations menées par des institutions publiques ou privées.

Ne sont formalisées ici que les consultations écrites.

- Avis du Conseil national de la consommation sur un projet d'arrêté relatif à la publicité des prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien dans les secteurs du bâtiment et de l'équipement de la maison (14 juin 2016).
- Avis des associations de consommateurs relativement à la certification de services et de produits autres qu'agricoles, forestiers, alimentaires ou de la mer régie par les articles L. 433-3 du code de la consommation (Juillet 2016).
- Avis du Conseil national de la consommation sur un projet de décret portant création de l'observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes (17 août 2016).
- Consultation par la commission européenne sur les actions en cessation (15 septembre 2016).
- Avis sur l'avant-projet d'ordonnance élaboré en vue de la transposition de la directive européenne 2014/104/UE. Ministère de la justice (Septembre 2016).
- Avis du CNC sur un projet d'arrêté relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière (16 septembre 2016).
- Consultation sur les projets d'arrêtés d'application de l'article L. 165-9 du code de la sécurité sociale (Novembre 2016).
- Etude sur l'évaluation des conséquences économiques des pratiques de contrefaçon en France de la Direction générale des entreprises (Novembre 2016).
- Avis sur le projet de décret d'application de l'article 50 de la loi pour une économie numérique (Novembre 2016).

L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS

■ FAMILLES EN FRANCE MAGAZINE

Six numéros ont été publiés en 2016 pour l'information des adhérents et des associations. Les sujets de consommation y ont été abordés sous forme de chroniques sur des sujets d'actualité divers (4 pages par numéro). Le magazine de juillet/août a consacré son dossier à la téléphonie mobile et à internet.

Parmi les sujets d'actualité développés au sein du magazine en 2016, notamment : les cosmétiques, conseils pour régler ses factures d'énergie, la résiliation d'assurance, la médiation pour régler les litiges de consommation.

■ CONSOMAG

Dans le cadre des émissions « CONSOMAG » réalisées par l'INC, Familles de France en a animées 7 en 2016 :

- Cosmétique : décryptez les étiquettes
- Achat d'un bien : les garanties que l'on veut vous vendre ne sont pas toujours nécessaires
- Envie de louer ponctuellement votre logement
- Permis de conduire : les nouveautés
- Le refus du paiement par chèque
- Et si la surface de votre logement n'était pas la bonne
- Achat en ligne : interdiction des cases pré-cochées

■ EMISSION HEBDOMADAIRE A SUD RADIO

Delphine BORNE a répondu chaque semaine en direct le jeudi lors de l'émission le 12/14 sur l'antenne de Sud Radio.

Elle a abordé chaque semaine un sujet conso différent, indiquant aux consommateurs les éléments de droit qu'ils doivent connaître, délivrant des conseils et répondant en direct aux consommateurs.



■ LE SITE INTERNET FAMILLES DE FRANCE

Le site internet de Familles de France est devenu une source d'information essentielle en matière de consommation.

- Des **articles et brèves d'actualités** : au cours de cette année, de nombreux articles ont été rédigés sur l'actualité consommation. Qu'elles soient plus techniques comme un résumé de jurisprudence ou plus accessible comme la hausse de tarifs divers, elles touchent un large public, d'un consommateur curieux à un consommateur avisé en passant par des bénévoles à l'affût de toute nouveauté pour l'aide à la défense des droits des consommateurs.
- Les **fiches pratiques** : la Fédération nationale réalise des Fiches pratiques mensuelles sur des thèmes divers afin de mettre à la disposition du réseau de Familles de France et des consommateurs un véritable outil d'information.

■ LES OUTILS D'INFORMATIONS DE FAMILLES DE FRANCE

- Le site Familles de France permet un abonnement à la Newsletter **INFO FAMILLE**, envoyée chaque mois à tous les abonnés. Cet outil reprend les principales publications du site qui ont eu lieu au cours du mois.
- Familles de France réalise un envoi mensuel à ses associations intitulé **INFO RESEAU** au sein duquel sont regroupées des informations à la fois d'ordre général précédemment publiées sur le site Internet mais aussi plus spécifiques aux bénévoles Familles de France, non publiées sur le site.



LES ACTIONS SPECIFIQUES

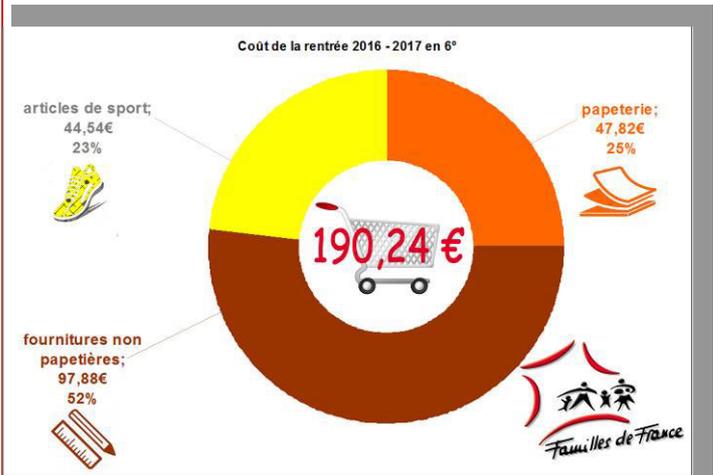
■ ENQUETE RENTREE SCOLAIRE

Pour la trente-troisième année consécutive, Familles de France a conduit son enquête sur le coût de la rentrée scolaire. Pour un élève entrant en 6ème ce coût est de 190,24 euros soit une stagnation par rapport à 2015, puisque l'évolution relevée par rapport au coût de la rentrée 2015 est de l'ordre de -0,1 %.

■ LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS DOMESTIQUES

Les accidents domestiques sont la cause de 20 000 décès par an. Face à ce drame national qui touche en particulier les jeunes enfants, Familles de France a lancé en 2001 une campagne nationale de prévention en direction des familles. Cette campagne a rencontré un grand enthousiasme et s'est perpétuée depuis lors. Nos associations se mobilisent pour lancer des actions de proximité dans toute la France et remettre en main propre aux familles un guide illustrant les principales situations à risque avec des enfants. Parallèlement, un DVD illustrant cette campagne de sensibilisation est retransmis au sein de lieux tels que les halls des grandes surfaces, les écoles, etc. et diverses animations sont conduites dans plusieurs endroits de France.

Par ailleurs, Familles de France s'est également engagé au sein du Collectif de lutte contre les accidents de la vie courante (CLAC) duquel elle est membre depuis 2010.



LA FORMATION DES BENEVOLES

En 2016, la Fédération nationale a réalisé 8 sessions de formation sur toute la France, à destination des bénévoles du réseau. Les thèmes traités ont été divers, certains ont suscité plus d'intérêt que d'autres et, de ce fait, certaines formations ont été décentralisées dans plusieurs de nos associations.

- Les normes c'est quoi ? 8 février 2016. Paris
- Tout savoir sur la copropriété. 9 mars 2016. Dreux
- Contrats de téléphonie et communications électroniques. 2 avril 2016. La Ferté Macé
- La médiation. 8 avril 2016. Montélimar
- La médiation des litiges de consommation. 13 mai 2016. Paris
- Les charges locatives. 14 octobre 2016. Paris
- Les charges locatives. 18 novembre 2016. Dreux
- Médiation. 1 décembre 2016. Nîmes

Ces formations permettent aux bénévoles de se mettre à niveau de façon permanente sur les évolutions législatives et réglementaires. Familles de France considère que l'efficacité de ses bénévoles passe, outre par l'empathie et l'écoute, par une maîtrise des sujets auxquels ils sont confrontés. De plus, nombre d'entre eux siègent dans des commissions locales spécialisées et la mise à jour régulière de leurs connaissances est indispensable pour leur permettre d'assurer au mieux leur rôle de représentation du Mouvement.

LES REPRESENTATIONS DE FAMILLES DE FRANCE

■ REPRESENTATIONS NATIONALES

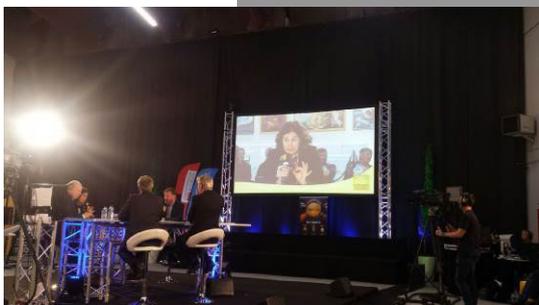
Membre du Conseil National de la Consommation, Familles de France a pris part à divers groupes de travail tout au long de l'année 2016.

Familles de France est également représenté au sein de la Commission des clauses abusives, de la Commission de la copie privée, de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité ou encore au sein de diverses instances dédiées à la promotion de la qualité (COFRAC, AFNOR, etc.)

Familles de France poursuit la concertation avec des grandes entreprises assurant une mission de service public (ORANGE, SNCF, EDF, GDF Suez, différentes compagnies de distribution d'eau), auprès d'autorités indépendantes (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ; Commission de régulation de l'énergie ; Autorité de régulation des communication électroniques et des postes; Autorité de régulation des jeux en ligne ; etc.) ou encore avec des professionnels (du crédit, de l'assurance, de la téléphonie mobile, etc.).

■ REPRESENTATIONS LOCALES

Au niveau local, les associations Familles de France ont été actives au sein de nombreux organismes, notamment les Commissions départementales d'aménagement commercial, les Commissions de surendettement ou encore les Commissions départementales d'action touristique.



■ FAMILLES DE FRANCE INVITE AU MEDFEL

Familles de France a été invité à participer le 28 avril 2016, au débat de clôture du MedFEL à Perpignan, dont le thème était "pesticides : producteurs, fabricants et consommateurs peuvent-ils renouer le dialogue ?".

Delphine BORNE, juriste du secteur consommation à Familles de France, a fait part de la volonté de Familles de France de toujours être dans le dialogue. Elle a d'abord tenu à expliquer que la démarche de l'association Familles de France est de privilégier la discussion avec ceux avec lesquels elle est en principe en désaccord, car le dialogue est une des seules façons d'avancer et de débloquent des situations.

Parce que sans toit, la famille ne peut se constituer et s'épanouir, le mouvement œuvre en **faveur du logement** depuis de nombreuses années.

Sa commission nationale réfléchit aux **solutions à apporter pour répondre aux différentes problématiques** que le marché du logement connaît, en prenant en considération les différentes typologies territoriales.

■ UNE PAGE DANS FAMILLES EN FRANCE MAGAZINE

Familles de France Magazine est le magazine des associations familiales affiliées à Familles de France. Il est publié bimestriellement.

En 2016 :

- **un numéro du magazine a été consacré au logement.**

Le « dossier » du numéro 752 était dédié à la location de logement : chaque thème a été traité du point de vue du locataire puis du point de vue du bailleur (recherche, entrée dans les lieux, obligations nées du contrat, etc.).

- **une page a été dédiée au logement sur 4 numéros.**

Elles traitaient, de :

- Diverses actualités liées au logement : une page de « Brèves logement »
- 8 idées reçues sur la quittance de loyer
- L'automne et l'arrivée des taxes sur le logement
- Règles de pose de parabole en copropriété

UNE INFORMATION CONTINUE

- **DES BREVES D'ACTUALITE** très régulièrement, et selon les évènements, Familles de France publie sur son site des brèves expliquant et résumant l'actualité dans le secteur. Elles sont visibles à partir du lien suivant :

www.familles-de-france.org/logement?field_categorielogement_tid=267



■ LES FICHES TECHNIQUES

La Fédération nationale réalise des Fiches techniques mensuelles sur des thèmes divers liés au logement afin de mettre à la disposition du réseau de Familles de France et de toutes les familles un véritable outil d'information.

En 2016, les thèmes suivants ont été traités :

- Le dépôt de garantie
- La caution
- La décence du logement
- Les travaux dans le logement
- Les impayés de loyer : nouvelle procédure
- Dormir chez un particulier pour les vacances
- La taxe foncière
- Les seuls travaux de transformation du logement ne nécessitant pas un accord écrit du bailleur
- L'encadrement et le plafonnement des loyers : où ? comment ?
- La garantie Visale

L'année 2016 a connu encore des retombées de la loi ALUR (loi n°2014-366), ce qui a nécessité des mises à jour de fiches précédentes :

- Apports de la loi ALUR les rapports entre locataires et bailleurs
- Obtenir un logement social

Le site Familles de France permet l'abonnement à la Newsletter INFO FAMILLE, envoyée chaque mois à tous les abonnés. Cet outil permet de reprendre les principales publications du site qui ont eu lieu au cours du mois.

Familles de France réalise un envoi mensuel à ses associations intitulé INFO RESEAU au sein duquel les bénévoles peuvent prendre connaissance d'informations qui leur sont dédiée et qui ne sont donc pas publiées sur le site.

LES REPRESENTATIONS NATIONALES

Familles de France a été représenté en 2016 au sein des 3 instances suivantes :

■ Agence nationale pour l'information sur Le logement (ANIL)

Jacqueline Ruault assure la représentation de Familles de France au sein du Conseil d'administration de l'ANIL.

■ Fédération française du bâtiment

Monsieur Michel Folley a intégré en 2011 le Bureau de normalisation des techniques et équipements de la construction du bâtiment, précisément la Commission de normalisation P65A, et y représente Familles de France depuis lors.

■ Comité NF HABITAT

Fin 2015, Monsieur Michel FOLLEY a pris la succession de Monsieur Guy LAGONOTTE au sein de CEQUAMI, devenu Comité NF HABITAT.

LA COMMISSION NATIONALE LOGEMENT

La Commission logement, présidée par **Jacqueline RUAULT**, s'est réunie 2 fois en 2016 à la Fédération nationale, les 25 mars et 14 octobre. Il en est ressorti :

- un guide : « Les aides pour l'accès et le maintien dans le logement familial » reprenant l'ensemble des aides nationales existantes ;
- des réflexions et propositions autour du logement pour les candidats à la présidentielle 2017 ;
- la proposition du thème du dossier du magazine Familles en France n°752 ;
- la création d'un kit « devenir association (ou amicale) des locataires » (encours de parution)



LES FORMATIONS ORGANISEES PAR LA FEDERATION NATIONALE

- 2 sessions de formation sur les charges locatives ont eu lieu le 14 octobre à Paris et le 18 novembre à Dreux (28)
- 1 journée dédiée à la copropriété a été organisée à Dreux (28) sous la forme d'un atelier/conférence dont le thème était « Vous êtes propriétaire d'un logement en copropriété ou sur le point de le devenir ? Venez poser vos questions ! » - le 9 mars 2016.



PRESENCE LORS D'EVENEMENTS NATIONAUX

En 2016, Familles de France s'est rendu à 2 événements nationaux :

- La présentation du 21ème rapport sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre (28 janvier 2016)
- La rencontre organisée par le Conseil supérieur du notariat sur les tarifs des notaires suite à la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (5 octobre 2016)

FAMILLES DE FRANCE ET LES MEDIAS

■ COMMUNIQUES DE PRESSE

La Fédération nationale a publié deux un communiqués de presse :

- En août 2016 au sujet de la modification d'attribution de l'APL
- Le 15 septembre 2016 intitulé « nouvelle ponction sur les aides au logement »

■ CONSOMAG

Le secteur logement de la Fédération nationale a proposé plusieurs sujets relatifs au logement, pour Consomag, dont un a été retenu. Il s'agit de la sous-location ponctuelle d'un logement, dont la 1ère diffusion date de juillet 2016 : www.familles-de-france.org/node/3804.

8. SECTEUR DEVELOPPEMENT DURABLE

www.familles-de-france.org/developpement-durable

Familles de France sensibilise les familles, plus largement les citoyens, les associations et les décideurs à la nécessité de préserver l'environnement en répondant à nos besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

La consommation responsable apparaît comme incontournable pour ce faire.

FAMILLES DE FRANCE S'ENGAGE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Familles de France sensibilise les familles, plus largement les citoyens et les décideurs, à la nécessité de préserver l'environnement en répondant à nos besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Par ailleurs, le réseau est formé sur les thématiques diverses et quotidiennes que regroupe le développement durable. Il s'agit in fine de défendre les intérêts des familles face aux nouveaux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Mais aussi, de les représenter dans les instances décisionnaires et de leur apporter des pistes d'actions concrètes pour agir :

- Œuvrer en faveur de la protection de l'environnement ;
- Orienter les comportements d'achat vers une consommation responsable ;
- Renforcer les liens de solidarité intra et inter familiaux.

LES ENGAGEMENTS QUOTIDIENS DU SECTEUR DEVELOPPEMENT DURABLE

Cinq axes orientent les engagements et les actions:

- L'information des consommateurs et du réseau via une veille juridique et des articles publiés dans le magazine, les newsletters (info famille et info réseau) et sur le site Internet.
- La sensibilisation des familles par la mise à disposition du réseau de kits d'aide à l'organisation d'actions nationales de sensibilisation.
- L'information et la sensibilisation du public via la participation à des événements officiels.
- La formation du réseau notamment des responsables associatifs qui conseillent les familles.
- La représentation des consommateurs et en particulier des familles dans diverses instances publiques pour défendre leurs intérêts.

LA COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE :

D'une instance de validation stratégique à un groupe de travail transversal

La Commission se compose de 10 membres dont un responsable **Fernand LORRAIN**. En 2016, ils se sont réunis deux fois (les 4 mars et 10 juin) pour étudier les points d'actualité nécessaires mais aussi, les actions à mettre en place et les manifestations auxquelles participer. L'après-midi de la dernière rencontre était placée sous l'égide d'une mise au vert à la Maison Paris Nature, acteur du Paris durable. L'objectif était de permettre à chacun de pouvoir partager ses idées, besoins et bonnes pratiques sous un format plus convivial et dans un lieu propice à la préservation de l'environnement.

Afin de donner d'avantage de poids au Développement durable et à son aspect transversal, le Conseil d'administration a modifié son organigramme sectoriel et ancré cette notion de transversalité. Pour étudier la mise en place opérationnelle, une dernière réunion s'est tenue en fin d'année.

ACTIONS DU SECTEUR DEVELOPPEMENT DURABLE

L'information des consommateurs

De part une actualité riche au regard de la transition écologique, les informations publiées sur le site Internet, l'info famille et l'info réseau se sont traduites par quelques fiches techniques et de nombreuses brèves d'actualité. Par ailleurs, les manifestations officielles de Développement durable auxquelles Familles de France participe ont aussi été mises à l'honneur.

■ L'INFO FAMILLE

- Le doggy bag recommandé dans les restaurants
- Fin des sacs plastiques à usage unique
- Famille de France et la COP21
- De nouveaux panneaux destinés au covoiturage
- Enfin une loi anti gaspillage alimentaire
- Recycler les piles et accumulateurs portables
- Bourse aux vêtements à Dreux : acheter d'occasion et agir pour la planète
- La fête des voisins lutte contre le gaspillage alimentaire
- Semaine européenne du Développement durable
- Quinzaine du commerce équitable
- Expérimentation du chèque énergie
- Kiosquorama le festival eco-citoyen
- 16 octobre la journée anti gaspi
- La semaine de mobilité européenne reprend la route
- Bientôt la Semaine européenne de réduction des déchets
- 10YFP et ODD12 sur la consommation responsable

■ L'INFO RESEAU

- La charte Développement durable de Familles de France
- Kiosquorama un franc succès
- Un calendrier des manifestations officielles de Développement durable
- Semaine européenne de réduction des déchets : temps fort de mobilisation
- Une boîte à outils Développement durable
- Le 16 octobre c'est la journée anti gaspi
- Semaine européenne du Développement durable
- La quinzaine du commerce équitable approche

■ LES INFORMATIONS PUBLIEES SUR LE SITE INTERNET

- Retour sur la COP21
- Accord de Paris pour le climat
- Bonus-malus : ce qu'il faut savoir
- Une journée nationale de l'entretien et de la réparation de l'électroménager
- Familles de France Paris XV et la fête de la nutrition
- L'indemnité kilométrique vélo en vigueur
- Une campagne de communication pour la rénovation énergétique
- Semaine européenne du Développement durable
- Familles de France et les achats responsables
- J-1 semaine de la finance solidaire
- Agro-écologie késako
- Cadeaux de Noël durables

■ LES ARTICLES PARUS DANS LE MAGAZINE

Chaque magazine Familles en France comprend un article sur le Développement durable. De plus, un dossier spécial « Développement durable : l'engagement de Familles de France » a été publié.

- Curé détox maison spéciale fête
- Acheter d'occasion c'est agir pour la planète
- Retour sur la COP21
- Familles de France et le Développement durable
- Action Familles de France : la Marmite des familles anti gaspi
- Recettes anti gaspi
- Quizz anti gaspi
- Action Familles de France : les bourses d'échanges et la halte au gaspillage vestimentaire
- Brèves d'actualité : L'accord de Paris bientôt appliqué, Limitation de la vaisselle jetable en plastique à partir de 2020 et Biodiversité – le projet de loi est définitivement adopté



LA SENSIBILISATION DES FAMILLES PAR LES ACTIONS NATIONALES

■ FAMILY RANDO

La FAMILY RANDO, une activité simple pour découvrir l'environnement local et comment le préserver, s'est poursuivie en 2016 et a permis aussi la collecte de déchets pour une sensibilisation à la gestion des déchets.

■ LA MARMITE DES FAMILLES

La Marmite des Familles dont l'objectif est de sensibiliser aux bienfaits d'une alimentation équilibrée, accessible à tous les budgets et motrice de l'économie locale, a été poursuivie.

■ LA MARMITE DES FAMILLES ANTI-GASPI

Le principe est similaire à celui de la Marmite des Familles à la seule différence que les soupes doivent être concoctées à partir de fruits et légumes issus du gaspillage alimentaire.

■ LES BOURSES D'ÉCHANGE

Les bourses sont des événements conviviaux qui mettent en relation les acheteurs et les vendeurs d'occasion. Pour ceux qui vendent, c'est l'occasion de se débarrasser de ce qu'ils n'utilisent plus et de gagner un peu d'argent. Pour ceux qui achètent, c'est l'opportunité d'acheter à des prix défiant toute concurrence. De plus, chacun participe à la protection de l'environnement en donnant une 2ème vie à de nombreux biens de consommation.

L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

■ MISE A JOUR DES OUTILS EXISTANTS

- Calendrier des manifestations officielles de développement durable : les manifestations de développement durable ne se tiennent pas automatiquement aux mêmes dates ; le calendrier des manifestations officielles a donc été mis à jour.
- Boîte à outils Développement durable: un nouveau kit d'aide d'organisation d'action de sensibilisation a été créé. La boîte à outils a donc été mise à jour.

■ LA CREATION DE NOUVEAUX OUTILS

- Kit de la Semaine européenne de réduction des déchets: pour sensibiliser le plus grand nombre à la nécessité de réduire la quantité de déchets par des animations. Mais aussi, pour informer les citoyens et leur donner des clés pour agir au quotidien.

LA FORMATION DU RESEAU

8 formations ont été proposées en 2016 :

- Comment être un citoyen responsable face à la publicité ?
- Maîtriser la gestion des déchets pour consommer responsable
- Comment protéger notre littoral ?
- Consommer autrement – identifier les bons labels
- D'une société de consommation de masse à une consommation raisonnée
- Alimentation durable : comment mettre en place un atelier de sensibilisation ?
- Pollution atmosphérique : quelles précautions et quelles solutions ?
- Lutte contre le gaspillage : testez et adoptez !



ZOOM ACHATS RESPONSABLES

La notion de « consommation responsable », est devenue de plus en plus une réalité avec des implications concrètes pour l'Etat, les collectivités locales, les entreprises et les consommateurs-citoyens. Ces derniers sont de plus en plus vigilants et de facto leurs comportements d'achat ne se concentrent plus uniquement sur le simple rapport qualité/prix ; les problématiques environnementales et sociales prenant une place toujours croissante dans leurs choix. Dans ce contexte, quelles sont les attentes des consommateurs et comment se comportent-ils ?

C'est la question à laquelle Familles de France a répondu lors de son intervention à la table ronde « Achats responsables : quelles évolutions, quelles solutions ? L'exemple des produits issus de la forêt » organisée par FSC France et Comité 21. Aux côtés de l'Observatoire des achats responsables, du Comité 21, de la Mairie de Paris et du Groupe Carrefour, Familles de France a fait part des demandes des consommateurs en matière d'information environnementale et de ses préconisations et actions en vue d'améliorer celle-ci.



LES REPRESENTATIONS NATIONALES

En 2016, la Fédération nationale a participé aux groupes de travail suivants :

- Association française de normalisation (AFNOR) – Groupe de travail sur les produits biosourcés par Mademoiselle Troadec
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) – Comité partenaires associations de consommateurs par Mademoiselle Troadec
- Agence pour la recherche et l'information en fruits et légumes (APRIFEL) – Comité consommateur par Mademoiselle Troadec
- Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) – Président du Conseil paritaire par Monsieur Bonnet
- Bureau veritas certification France – Comité de certification biologique par Madame Bas
- Conseil National de l'Emballage (CNE) – Groupe de travail sur les allégations environnementales sur les produits et les emballages et Secrétaire général par Monsieur Lagonotte
- Conseil d'orientation stratégique de la Fondation de recherche pour la biodiversité (COS FRB) par Mademoiselle Troadec avec Monsieur Soulmi en suppléant
- DGAL et MEEM – Groupe de travail sur le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire par Mademoiselle Troadec
- Association Equilibre des énergies (EDEN) – Groupes de travail électromobilité, bâti et bas carbone par Monsieur Baranger
- Eco-emballage – Comité d'information et de concertation des associations (CICA) et titulaire de la Commission consultative d'agrément (CCA) par Mademoiselle Troadec
- Forest stewardship Council (FSC) – Groupe de travail bois contrôlé et Présidence de l'association en France par Mademoiselle Troadec
- Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM) – Groupe de travail R-nano par Monsieur Harmand
- Promotelec – Groupe de travail Technologies et comportements au bénéfice de la performance énergétique des logements par Mademoiselle Troadec

Le secteur communication **accompagne la stratégie du mouvement** et développe les différents outils d'une communication, interne et externe, attrayante et moderne, papier ou numérique, au service des familles et du réseau.

Il est **au cœur et au service des autres** commissions et des départements.

COMMISSION COMMUNICATION

Cette commission présidée par un administrateur responsable, **Anne-Marie CORNAVIN** s'est réunie :

- le 25 janvier pour recevoir 2 jeunes sollicitant un stage de 3 semaines
- le 9 novembre 2016 avec pour ordre du jour : Le lancement du projet « refondation du mouvement Familles de France ».

ROLE ET MISSION DE LA COMMISSION

- **ASSURER UN RELAI D'INFORMATION FIABLE** entre les différents acteurs internes et externes de la Fédération et mettre en place des outils fédérateurs permettant à Familles de France :
 - de crédibiliser les objectifs et actions de Familles de France auprès des pouvoirs publics,
 - d'assurer sa communication interne et externe pour représenter de manière collective et valorisante ses actions,
 - de maintenir une dynamique d'implication, de coopération et de développement du réseau.
- **METTRE EN PLACE DES ACTIONS d'attractivité et de promotion de Familles de France**, et en particulier :
 - valoriser **l'importance de la cellule familiale dans son rôle de cohésion sociale**
 - développer les adhésions au sein de notre fédération, gage de pérennité du mouvement et force de conviction auprès des décideurs.
- **OBJECTIFS**
 - marquer l'étendue et la diversité de notre réseau associatif,
 - représenter de manière collective et valorisante les actions du terrain,
 - maintenir une dynamique d'implication, de coopération et de développement du mouvement.



■ DEUX JEUNES STAGIAIRES

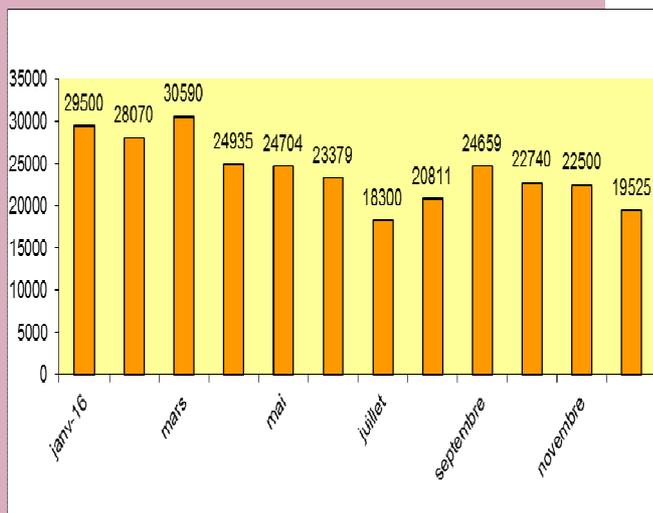
Reçues le 25 janvier par le président, la responsable de la communication et des membres du bureau, deux jeunes étudiantes à La Sorbonne sont venues faire leur stage à Familles de France en avril/mai 2016.

Objectif du stage : proposer une stratégie de Communication pour la fédération nationale Familles de France vers un rajeunissement de son image.

LES OUTILS DE E-COMMUNICATION

■ SITE INTERNET

Sa fréquentation est restée constante en 2016.



Les familles peuvent ainsi s'informer sur :

- Les préoccupations des familles défendues par Familles de France ;
- L'actualité en consommation, politique et vie familiale, logement, santé etc... ;
- Les actions de Familles de France auprès des pouvoirs publics et des parlementaires ;
- Les sujets concernant les familles dans leur vie quotidienne ;
- Les actions réalisées ou proposées par Familles de France ;
- Les activités des fédérations départementales et des associations ;
- L'annuaire des associations.

■ RESEAU SOCIAUX

Facebook et twitter

<https://www.facebook.com/lienfamillesdefrance>

<https://twitter.com/Familles2France>

Youtube et Google +

<https://www.youtube.com/c/FamillesDeFranceNational>

<https://plus.google.com/+FamillesDeFranceNational>

Odile COUTAUDIER, secrétaire générale assure l'administration du site internet et des différentes newsletters.

LA COMMUNICATION EXTERNE

■ LES COMMUNIQUES DE PRESSE

www.familles-de-france.org/communiqués-de-presse

Les communiqués de Familles de France sont également routés en newsletters aux membres du réseau.

- **Janvier** : Le Président de la République a présenté son plan pour l'emploi
- **Février** : Un vrai ministère pour les familles
- **Avril** : Familles de France : Soyez vigilant en faisant vos courses !
- **Mai** : La cantine sera plus chère pour les familles nombreuses
- **Mai** : Les familles doivent avoir accès à la justice
- **Juin** : Les crèches associatives sont plus performantes
- **Août** : Baisse de l'APL pour 10000 Familles
- **Août** : Stabilité du coût de la rentrée scolaire 2016
- **Août** : FAMILLES DE FRANCE déplore la suppression du statut d'ayant droit d'assuré social
- **Septembre** : Nouvelle ponction sur le budget des familles touchant les aides au logement
- **Septembre** : Loi Sapin 2 - "Familles de France" inquiet pour l'assurance vie

A l'occasion des projets de loi ou de l'actualité concernant la famille, Familles de France s'adresse soit au président de la République, soit aux ministres, soit aux députés et sénateurs, soit aux maires ou candidats aux élections.

■ **LETTRE ET BILLET PARLEMENTAIRE**

- Projet de Loi sur la Justice du XXIème siècle le (11/05/2016)
- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2017 (18/10/2016)

■ **LETTRE AU GOUVERNEMENT**

- Lettre à Madame Valérie PÉCRESE Lettre à Madame Martine PINVILLE, secrétaire d'Etat (14/11/2016)



2016 mai - La lettre des responsables

Vie fédérale

4 juin 2016 A.G.

L'Assemblée Générale de Familles de France, aura lieu le : **SAMEDI 04 JUIN 2016**, Salle Pierre Laroque, 28, Place St Georges - 75009 Paris

Si ce n'est déjà fait, MERCI de retourner votre pouvoir ou mandat ainsi que le règlement de vos cotisations 2015 accompagné de la liste électorale indiquant le nombre de vos adhérents et suffrages familiaux.

Seuls les règlements reçus à Familles de France au plus tard le **31 mai** seront pris en compte dans le calcul des suffrages.

- Les séjours en colo au Chalet des Alpes (42) : faites votre choix!

Evasion Le centre de colonie de vacances « Le Chalet des Alpes » de l'association familiale de Saint Etienne (42) fait la promotion de ses séjours et de ses programmes pour accueillir les enfants de 5 à 16 ans sur la période estivale à venir.

Le centre de vacances propose aux familles de la région Lyonnaise qui souhaitent inscrire leurs enfants en colonie de vacances, des départs en gare de Lyon La Partedieu accompagnés par des animateurs pour les séjours qui se déroulent au mois de

LA COMMUNICATION INTERNE

■ **INFO RESEAU OU LETTRE DES RESPONSABLES**

15 newsletters « Info réseau » ont été routées en 2016.

La lettre ou « Info réseau » est envoyée chaque mois aux responsables et dirigeants des fédérations et associations ainsi que lors d'actualité urgente ou de message du président Patrick CHRETIEN.

Cette lettre est mensuelle (parfois 2 dans le mois suivant l'actualité).

Dans sa version électronique, plus largement diffusée à tous les responsables qui en font la demande, elle donne les liens pour accéder rapidement aux communiqués, actualités, aux dossiers des secteurs et aux formations (renseignements et inscriptions).

En 2016, une version papier indiquant les liens hypertextes des informations ou téléchargements a été envoyée par courrier postal aux associations ne disposant pas encore d'ordinateur.

Communiqués de presse, lettres et billets aux parlementaires ont également été adressés par routage électronique à l'ensemble du réseau Familles de France, et selon le besoin, aux médias, sénateurs, députés ...

MINI-SITES FAMILLES DE FRANCE

■ **Ouverture de Mini-sites (en sous domaine) en 2016**

8 nouveaux sites internet ont été livrés à :

- 2 fédérations départementales
- 6 associations

■ **Formation pour administrer un mini-site**

- 2 formations à Paris
- une à Saint Etienne



■ **INFO FAMILLE OU NEWSLETTERS tout public**

Familles de France distribue une newsletter appelée « Info Famille » à tous les abonnés inscrits en ligne.

13 « Info famille » ont été expédiées en 2016 :

Ces newsletters donnent une large place aux actualités du réseau.

En 2016, les départements ayant transmis une ou plusieurs de leur(s) action(s) ont été mis à l'honneur afin faire connaître leurs actions et de les mutualiser.

11. « FAMILLES EN FRANCE » MAGAZINE

www.familles-de-france.org/notre-magazine

MAGAZINE : FAMILLES EN FRANCE

■ COMITE DE REDACTION

Il s'est réuni 5 fois en 2016..

Michel BONNET en a assuré la responsabilité de rédacteur en chef.

Chaque secteur s'est vu attribuer la tâche de prendre en main l'élaboration d'un numéro et de chercher des rédacteurs au sein de sa commission.



■ THEMES DES MAGAZINES

- Magazine 750 - Associations (Janvier/février)
- Magazine 751 - Rires et Education (Mars/Avril)
- Magazine 752 - Logement (Mai /Juin)
- Magazine 753 - Téléphonie mobile et internet (Juillet/Août)
- Magazine 754 - Développement durable et Jeux vidéo (Septembre/Octobre) (dernier magazine)

12. LES INTERVENTIONS MEDIATIQUES

www.familles-de-france.org/on-parle-de-nous

Dans son rôle de force de proposition pour défendre les familles, Familles de France répond à de **nombreuses sollicitations médiatiques.**

Président, salariés, membres de commission, ont été sollicités de nombreuses fois en 2016 par la presse écrite, les radios, les chaînes de télévision et internet.

Les sujets abordés concernent l'actualité et les familles. En voici quelques extraits (car la liste en serait trop longue).

- Mai 2016 : Reprise dans les médias du communiqué de Familles de France au sujet de « La cantine sera plus chère pour les familles nombreuses ».

Suite au communiqué du 12 mai 2016, les médias ont été nombreux à solliciter soit le président Patrick Chrétien, soit la chargée de mission Magali Grenouilleau pour commenter cette actualité :

- Le 13 mai matin sur BFMTV avec ITW de Magali Grenouilleau
- le 13 mai sur le JDD avec ITW de Patrick Chrétien : Suppression des aides pour la cantine : "Un père de famille perdra 450 euros par an"
- le 13 mai Le Salon Beige « Une fois de plus une aide aux familles est supprimée »
- Radin.com
- le 17 mai : Liberté politique
- 6 juin Paris Normandie « Avec la fin des remises de principe aux familles nombreuses, la rentrée sera plus chère »



- 7 juillet 2016 : Europe 1 interviewe le Président Patrick Chrétien sur les achats pour la future rentrée scolaire.
- 29 juillet : France info a interviewé le président de Familles de France le vendredi 29 juillet 2016 au sujet du coût des maisons de retraite.
- 5 août : Réaction de Patrick Chrétien suite à la baisse de l'APL
 - sur RMC dans "Bourdin direct" 6H/7H
 - sur M6 vendredi 5/08/2016 au à 19.45
 - Le Monde du 12/08/2016
- 25 août : Patrick Chrétien a répondu au journaliste du Parisien concernant les coûts constatés d'une région à une autre pour les gardes d'enfants.

- Plus d'une centaine de passages médiatiques lors de la rentrée scolaire en août 2016, dont 82 sont répertoriées dans la revue presse sur le site : www.familles-de-france.org/RS_2016

13. LES FORMATIONS

www.familles-de-france.org/nos-formations

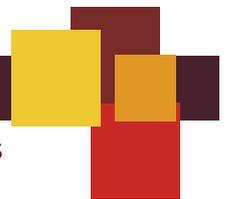
Récapitulatif des formations pour les bénévoles associatifs en 2016

N°	SECTEUR	FORMATIONS
1	Education	Soutien à la parentalité
2	Développement durable	Les normes
3	Politique familiale	Les prestations et aides aux familles : réformes et nouveaux droits
4	Vie associative	Réseaux sociaux : atelier découverte
5	Vie associative	Répondre à des appels à projets
6	Consommation	Résoudre un litige de consommation
7	Développement durable	Consommer autrement : identifier les bons labels
8	Développement durable	Citoyen responsable face à la publicité
9	Consommation	Résoudre les litiges par la médiation
10	Logement	Charges locatives
11	Politique familiale	Accompagner le public vers l'emploi
12	Développement durable	Lutter contre le gaspillage : testez et adoptez
13	Vie associative	Devenir responsable associatif
14	Vie associative	Administrer un site en sous-domaine pour développer votre association
15	Education	Être intervenant en milieu scolaire
16	Education	Animer un groupe de parole
17	Développement durable	D'une consommation de masse à une consommation raisonnée
18	Vie associative	Attirer, mobiliser, fidéliser les bénévoles
19	Vie associative	Fonction employeur et emploi associatif
20	Education	Le cours des parents
21	Logement	Le contrat de bail en HLM : ses spécificités
22	Développement durable	Alimentation durable : mettre en place un atelier de sensibilisation auprès des enfants
23	Vie associative	Utiliser Excel
24	Consommation	Le e-commerce

Nos formations sont réalisées avec le soutien financier du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie

14. LES REPRESENTATIONS

www.familles-de-france.org/representations



CONSOMMATION	Jamy BELKIRI	Conseil national de la consommation
	Michel BONNET	Conseil supérieur de l'audiovisuel Commission copie privée (membre titulaire) Président du Conseil paritaire de la publicité
	Delphine BORNE	Fédération Française des Télécoms (FFT) Opérateurs communications électroniques ARCEP (communication électronique) Commission des clauses abusives (suppléante) Conseil National de la Consommation, collège consommateurs (suppléante) Groupes de travail DGCCRF Groupes de travail du CNC INC Médiation tourisme et voyage APRIFEL Médiateur des communications électroniques DGAL
	Christiane BRAND	SNCF
	Alain DEWAEST	Commission copie privée (suppléant)
	Virginie DURIN	STIF
	Hervé DUROYON	PROMOTELEC (groupes de travail) GRESEL
	Fouad KADOURI	Fournisseurs d'énergie (EDF, GDF, etc.) Médiateur national de l'énergie ErDF
	M-M LANGLOIS-JOUAN	Commission consultative du service public local de l'eau au syndicat des eaux d'Ile de France
	Anne-Marie LENIGER	LCIE, Comité de Direction de la Certification CETELEC vice-présidente du CA du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE)
	Michel LEROY	La POSTE
	Luc BARANGER	PROMOTELEC (Conseil d'administration)
	Estelle YACOVOU	Conseil National de la Consommation, collège consommateurs (suppléante) Groupes de travail du CNC Groupes de travail DGCCRF INC Médiation de l'eau Association des Sociétés Financières AFNOR : Centre européen de la consommation de Kehl (CA), Fédération française des sociétés d'assurance, GIE carte bancaire, Concertation avec les différents établissements bancaires
	Jocelyne YRIBARREN	RATP, concertations associations de consommateurs

EDUCATION	Patrick CHRETIEN	Haut conseil à la famille (HCF) jusqu'en nov 2016 CESE Conseil économique, social et environnemental
	Bernard DESBROSSES	Haut conseil à la famille, à l'enfance et à l'âge (HCFEA) depuis décembre 2016
	Virginie DURIN	Coface (pôle handicap, éducation, pauvreté et inclusion sociale) Comité de suivi de la Charte de la laïcité de la branche famille et ses partenaires
	Michel BONNET	Comité d'orientation Pub Malin Groupe de travail Orange le Cours des parents Laboratoire sociétal FDJ
LOGEMENT	Michel FOLLEY	Fédération française du bâtiment - équipements de la Construction du bâtiment (BNTEC) Bureau national des techniques et Commission de normalisation P65A relative à la normalisation des revêtements muraux attachés en pierre mince Comité NF Habitat (ex CEQUAMI)
	Jacqueline RUAULT	ANIL – Conseil d'administration
DEVELOPPEMENT DURABLE	Raphael SOUILMI	Conseil d'orientation stratégique (COS) de la Fondation pour la recherche sur la Biodiversité (FRB) - suppléant - Collège 5 Activités socio-politiques et relation avec le grand public – Groupe de travail formation et éducation
	Sonia TROADEC	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) – Comité partenaires associations de consommateurs Association française de normalisation (AFNOR) – Groupe de travail produits biosourcés – Outils d'informations et certifications B2B + Déclaration et communication en B2C Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM) – Groupe de travail sur le format de l'affichage environnemental Agence pour la recherche et l'information en fruits et légumes (APRIFEL) – Comité consommateurs Eco-Emballages – Comité d'information et de concertation des associations (CICA) et titulaire de la Commission consultative d'agrément (CCA) Conseil national de l'emballage (CNE) – Membre du jury du concours Emballé 3.0 Forest Stewardship Council (FSC) – Groupes de travail référentiel de gestion responsable des forêts et bois contrôlé et Présidence Conseil d'orientation stratégique (COS) de la Fondation pour la recherche sur la Biodiversité (FRB) - titulaire PROMOTELEC – Groupe de travail Technologies et comportements au bénéfice de la Performance énergétique des logements ADEME – Groupe national Ecolabel européen DGAL et MEDDE – Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire - Comité opérationnel + Groupe de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la formation (finalisation de la participation jusqu'au 15/12/2016)
	Guy LAGONOTTE	Conseil national de l'emballage (CNE) – Groupe de travail sur les allégations environnementales sur les produits et les emballages et Secrétaire général du CNE
	Michel FOLLEY	CEQUAMI – NF habitat
	Francoise BAS	Bureau veritas certification France – Comité de certification bio
	Michel BONNET	Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) – Président du Conseil paritaire
	Jean-Marc HARMAND	Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM) – Groupe de travail R-nano
	Luc BARANGER	Association Equilibre des énergies (EDEN) – GT électromobilité + bâti + bas carbone

Familles de France a assuré en 2016 la présidence de 2 conseils d'administration :

- Michel Bonnet préside le Conseil Paritaire de la Publicité (**CPP**) depuis sa création en 2008, en tant que représentant de la sphère associative, précisément les associations de consommateurs.
- Sonia TROADEC préside **FSC**

CENTRE EUROPEEN DE LA CONSOMMATION (CEC)

Depuis 2010, Familles de France est membre du Centre européen de la consommation Franco-allemand, situé à Kehl avec qui nous avons des liens étroits.

COMMISSION DES CLAUSES ABUSIVES

Delphine BORNE, membre suppléant de la Commission des clauses abusives depuis 2011, a été renouvelé en 2014 pour un mandat de 3 ans.

Cette commission, qui examine les modèles de conventions habituellement proposés par les professionnels, recommande à son issue la suppression ou la modification des clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Le Conseil d'état, le 19 novembre 2014, a rejeté les requêtes en annulation dirigées contre cette décision de décembre 2012. La Ministre a alors annoncé sa volonté de « recréer les conditions nécessaires au fonctionnement de ce dispositif ». Elle a donc nommé, début avril 2015, Christine Maugué, Conseiller d'état, dans l'objectif de « restaurer un échange constructif entre les parties et retrouver la voie du consensus dans la reprise des travaux de la commission pour la rémunération de la copie privée ».

En 2016, Représentation de Familles de France au sein de la commission Copie Privée (Ministère de la Culture). La représentation se fait au sein du collège consommateurs (6 représentants consommateurs).

11 réunions ont eu lieu.

Cette commission a repris un travail soutenu et l'étude des dossiers est assez lourde entre chaque réunion (nature des appareils et équipements à prendre en compte, comportements des consommateurs avec dits équipements, décision à prendre, contact avec les deux autres collèges – ayants droits et industriels – et liens avec le ministère...). Michel BONNET fait partie du collège consommateur qui est en lien avec tous les autres partenaires, et dialogue avec les deux autres collèges...

AUTORITE DE LA REGULATION PROFESSIONNELLE DE LA PUBLICITE (ARPP)

Michel BONNET représente Familles de France au sein du conseil paritaire de la publicité, un des trois piliers de l'Autorité de la régulation professionnelle de la publicité en France. Il se compose de 24 membres, 12 associatifs, 12 professionnels. Michel BONNET est le président de cette instance depuis sa création en 2008.

Réunion plénière, 21 janvier, 17 mars, 9 juin, 22 septembre, 25 novembre

Groupe de travail 10 février et 24 février, 23 septembre, 10 novembre, 25 novembre

Séminaire annuel des instances et Entretien presse du président, 13 avril

Passage annuel au CNC pour bilan ARPP, 17 juin

Certaines activités découlent ou sont fortement liées à cette fonction et entraînent des réunions.

Comité pédagogique et comité de direction de **PUB Malin**, instance agréée par l'Education Nationale pour éduquer le citoyen à la publicité le 13 juillet. Familles de France est membre depuis la création du projet.

Participation au groupe de conseil associatif de l'agence Greenflex le 24 juin. Dans le cadre de la charte de la communication responsable, plusieurs entreprises font appel à des représentants associatifs pour avancer dans le chemin exigeant qu'elles ont choisi. Systématiquement, le président du conseil paritaire est convoqué. Chaque année, il y a deux ou trois entreprises, parfois un colloque ou séminaire avec l'UDA (Union des annonceurs). Il y a déjà eu la française des jeux, L'Oréal... En 2017, Ferrero-France...

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL (CSA)

Michel BONNET représente Familles de France auprès du CSA. Les rencontres ne sont pas très nombreuses et sont thématiques. Elles sont à l'initiative du CSA, généralement collective (avec d'autres associations familiales ou de consommateurs). Michel BONNET est en contact régulier avec le CSA en tant que président du conseil paritaire de la publicité.

Réunion sur le placement de produits dans les émissions de télévision le 22 septembre 2016

CONSEIL NATIONAL DE LA CONSOMMATION (CNC)

- Collège plénier et collège consommateurs

En tant que membre du CNC, Familles de France a été consulté à plusieurs reprises sur des projets d'arrêtés et de décrets. Ainsi, Familles de France a répondu à de nombreux projets de textes en 2016, parmi lesquels : un projet d'arrêté relatif à la publicité des prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien dans les secteurs du bâtiment et de l'équipement de la maison (14 juin 2016,), Avis relativement à la certification de services et de produits autres qu'agricoles, forestiers, alimentaires ou de la mer régie par les articles L. 433-3 du code de la consommation (Juillet 2016), Avis sur un projet d'arrêté relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière (16 septembre 2016), Consultation sur les projets d'arrêtés d'application de l'article L. 165-9 du code de la sécurité sociale (Novembre 2016).

- Groupe de travail permanent du CNC « agroalimentaire et nutrition »

Il s'est réuni plusieurs fois en 2016. Participation également au sous-groupe relatif à la représentation graphique des aromates et des arômes sur l'étiquetage des denrées car ces représentations sont à l'origine de nombreuses confusions, à ce jour, pour les consommateurs.

- Groupe de travail « télécom et jeunesse »

Groupe de travail dont la feuille de route a été adoptée par le Bureau du CNC le 14 novembre 2012. Un projet d'avis semble pouvoir bientôt voir le jour.

Les enjeux du groupe de travail sont les suivants: différencier le souscripteur du bénéficiaire de la ligne lorsque l'utilisateur est différent de celui qui souscrit le contrat (à cause d'un motif légitime de résiliation qui toucherait l'utilisateur mais celui-ci n'est « rien » pour l'opérateur) ; proposition automatique par l'opérateur d'options, de blocages ou autres lorsque l'utilisateur est un mineur.

- Groupe de travail « avis en ligne des consommateurs »

L'article 24 du projet de loi pour une République numérique introduit dans le code de la consommation un nouvel article L. 111-7-2 imposant aux sites internet, dont l'activité consiste, à titre principal ou accessoire, à collecter, à modérer ou à diffuser des avis en ligne provenant de consommateurs, de délivrer une information loyale, claire et transparente sur les modalités de publication et de traitement de ces avis. En application de cette disposition, il doit être indiqué si

si tel est le cas, les principales caractéristiques de ce contrôle doivent être précisées. La loi renvoie à un décret d'application, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, le soin de fixer les modalités et le contenu des informations fournies aux consommateurs.

Dans cette perspective, il a été demandé au Conseil National de la Consommation (CNC) de déterminer les informations essentielles et adaptées que devront fournir les sites internet.

Estelle YACOVOU a participé à ce groupe de travail.

- Groupe de travail « Marketing différencié »

Estelle YACOVOU a participé à ce groupe de travail dont l'objet était de réaliser une analyse de ces différences dans la consommation liées au sexe des consommateurs, étudier l'importance du genre dans les stratégies de marketing et fournir un avis sur le fait que ces différences et stratégies produisent des inégalités ou des contraintes en matière de consommation et de pouvoir d'achat.

Le groupe de travail a proposé des mesures, notamment à destination des fabricants, importateurs et distributeurs de produits susceptibles de faire l'objet de différences liées au sexe, dans l'objectif de favoriser, pour le consommateur, l'accès à une information objective et à minimiser les stéréotypes dans la présentation des produits et services ainsi que les surcoûts qu'ils sont susceptibles d'engendrer.

ARCEP (Autorité de régulation des communications et des Postes)

Participation au sein du Comité consommateurs, pour ce qui est du volet communications électroniques.

LCIE comité de concertation pour l'évaluation de la conformité (CCEC)

En vue de préparer le prochain « Certification Management Committee » de l'IECEE en juin 2017, la France a proposé 3 commentaires : d'une part, sur le budget et le besoin d'efficacité du secrétariat de l'IECEE , puis sur la rédaction l'identification des produits et faire l'objet d'une annexe du TRF. Cette mention devrait pouvoir être supprimée sur demande du fabricant si besoin afin que les informations confidentielles liées à la fabrication du produit ne soient pas divulguées et enfin sur la participation des auditeurs/inspecteurs d'ETICS au training organisé par l'IECEE (dans le cadre de la coopération renouvelée entre l'IECEE et la nouvelle structure qui a remplacé EEPCA au niveau européen, ETICS).

COMITE DE DIRECTION DE LA CERTIFICATION (CDC).

Ont été abordés les sujets suivants : la vérification des engagements de confidentialité des membres du comité et la participation des représentants de la DGCCRF et d'EDF, la marque NF, etc.

ASSOCIATION MEDIATION COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (A.M.C.E.)

La commission de suivi de l'AMCE pour la présentation du rapport d'activité 2015.

AGENCE POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION EN FRUITS ET LEGUMES FRAIS (APRIFEL)

EN 2016 le Comité consommateurs s'est réuni 2 fois sur le thème du gaspillage alimentaire et sur les « modes de production ».

DIRECTION GENERAL DE L'ALIMENTATION (DGAL)

La Direction générale de l'alimentation (DGAL) est une direction du ministère de l'Agriculture. Son champ de compétences est centré sur l'hygiène des aliments, la santé animale et végétale, la supervision des systèmes qualité et plus généralement sur la sécurité de la filière agricole et alimentaire.

OPERATEUR DE TELEPHONIE/FOURNISSEURS D'ACCES A INTERNET

Delphine BORNE a représenté Familles de France auprès de différents professionnels ayant mis en place un service dédié d'échanges et de concertation avec les associations de consommateurs (Bouygues Télécom, Numericable, Orange, SFR). Dans le même secteur, Familles de France a également participé à des réunions d'échanges organisées par l'association SVA+ et le Médiateur du groupe Canal.

EDF

Ont été abordés les politiques de solidarité, les modalités d'application de la loi relative à la transition énergétique, linky, les détails des réclamations client, le chèque énergie.

ENEDIS

Les débats ont porté sur les modalités d'application de la loi relative à la transition énergétique, le projet linky, les réclamations, etc.

ENGIE

Ont été notamment abordés la politique de recouvrement du groupe, la politique de lutte contre la précarité, la satisfaction client, etc.

MEDIATEUR DE L'ENERGIE

Un débat a eu lieu notamment sur le décret relatif aux modalités d'accès aux données de consommation d'électricité et de gaz.

MEDIATEUR EDF

La discussion a notamment porté sur la participation et la contribution du groupe EDF à la COP 21.

MEDIATEUR TOURISME VOYAGE

Une réunion organisée par le médiateur du tourisme et du voyage dans lequel il a présenté son bilan d'activité, la nature des litiges pour lesquels il était saisi, etc.

RATP

Réunions mensuelles organisées par la RATP avec les associations de consommateurs. En 2016, ont notamment été abordés les sujets portant sur l'évolution des pratiques de déplacements à l'horizon du Grand Paris ; les témoins de ligne, sur la fraude, le bilan du pass unique, sur la qualité de service, etc.

SNCF

En 2016, les discussions ont porté sur le rapport d'activité du médiateur SNCF (avec une hausse des saisines de 8%), sur l'opération de modernisation du réseau ferré, sur le bilan de OUIGO, etc.

ANIL

Jacqueline RUAULT, administrateur national et responsable de la commission logement siège au conseil d'administration de l'ANIL. Elle a participé à 4 réunions : le 29 mars Commissions d'agrément pour 2 ADILS suivi d'un Conseil d'Administration ; le 2 juin l'Assemblée Générale ; le 15 septembre Conseil d'administration et Assemblée Générale qui n'a pu se tenir le 2 juin (suite à de fortes intempéries) ; le 12 décembre Conseil d'Administration.

Quelques des ADILS rencontrent des problèmes financiers du fait de la baisse des subventions. Un observatoire a été demandé par le ministère du logement pour mieux connaître la problématique du logement dans les différents départements.

LABORATOIRE SOCIÉTAL FRANÇAISE DES JEUX (FDJ)
18/02/2016

Le labo travaille autour de l'addiction aux jeux. Une info sur nos actions autour des jeunes et du numérique a été publiée dans leur lettre interne.

Réunion consacrée au bilan de l'activité 2016, et programme de travail 2017 :

1. Les mineurs et les jeux d'argent (interdiction aux moins de 18 ans) : le laboratoire sociétal avait précédemment menée une étude sur cette question. Dans la suite de ses travaux en 2016 ont été publié 2 documents tests auprès des détaillants (vendeurs de jeux) et du grand public. Bilan très positif auprès des détaillants mais moins auprès du grand public. Idées pour le futur : événement (comme une journée ou une semaine du jeu récréatif), campagne de sensibilisation ?
2. Perspectives 2020 : beaucoup de travail sur le numérique (on sait que le jeu en ligne est plus addictif), poursuite du questionnement sur la thématique des mineurs et du jeu d'argent, la publicité sur le jeu, les représentations du bonheur-de la richesse-de l'argent.

FACEBOOK

Michel BONNET a participé à une consultation de la société Facebook en France auprès des associations et prescripteurs sur les questions des données privées, de la confidentialité, des jeunes...

UNAF/UNAAFAM Groupe de travail parents/assistant-e-s maternel-le-s 24/03/2016 :

La réunion poursuivait les travaux amorcés en 2016 pour la préparation d'un guide « parent-assistant-s maternel-le-s : différences culturelles »

Le guide doit paraître en 2017

1. recueil de témoignages de parents et d'assistant-e-s maternel-le-s : bilan de l'appel à témoin précédemment lancé (Familles de France avait participé : info site et magazine, contact RAM)
2. relecture du projet de guide
3. intervention de la chargée mission communication de l'Unaf : réflexion sur la mise en page, propositions, demande logos des participants
4. intervention de 2 sociologues : travail de réflexion sur la discrimination, échange sur les clichés et préjugés qui pourraient ou risqueraient d'apparaître, compte tenu de la thématique du guide.

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE (CNIS)

1er juin 2016 :

Rencontre de la commission services publics et services au public : information sur les données statistiques en matière de santé.

(Participation à la réunion pour mieux cibler les sujets santé, dans le cadre de la demande d'agrément santé en 2016)

3 enquêtes présentées :

- les complémentaires de santé
- la santé des élèves
- la santé des retraités

Un élément général : les enquêtes se réalisent par croisement de différents données (médicales, employeurs, administratives comme celles de l'école ou de la caisse de retraite...) et pose la question de la sécurité des données individuelles confidentielles, et notamment du carnet de santé ? Un constat plus particulier : les complémentaires de santé ont fortement évolué récemment (labellisation des contrats séniors, généralisation de la complémentaire employeur...), elles sont un enjeu de l'accès aux soins. Il est donc opportun de lancer des enquêtes nationales pour mieux suivre ces évolutions.

CONSEIL SUPERIEUR DU NOTARIAT (CSN) 21 juin 2016

Thème : les notaires et la médiation

- Nous a été notamment présenté une nouveauté juridique : l'habilitation judiciaire familiale (mesure de protection des majeurs en perte de capacités, mais plus souple que la tutelle ou la curatelle. Sur ces questions, surtout lorsqu'il y a patrimoine, les notaires peuvent conseiller les particuliers) [ttp://familles-de-france.org/node/3779](http://familles-de-france.org/node/3779)

- L'Unaf a fait un point sur ces services de protection des majeurs (tutelle, curatelle)

- Nous avons signalés que les médiateurs familiaux étaient de plus en plus sollicités sur ce type de question (dépendance d'un parent âgé et problème de gestion de la tutelle)

Constat partagé des associations et des notaires : ces dispositifs sont peu connus des familles (que cela soit la médiation familiale encore peut développer, ou des dispositifs juridiques moins contraignants qui permettent aux personnes concernées d'exprimer leur choix en vue d'une dépendance future).

HCFEA « Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge : www.hcfea.fr

Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge est composé de trois formations spécialisées respectivement :

1° Dans le champ de la famille comprenant soixante-treize membres répartis en six collèges.

2° Dans le champ de l'enfance et de l'adolescence comprenant soixante-sept membres répartis en quatre collèges.

3° Dans le champ de l'âge, notamment l'avancée en âge des personnes âgées et des personnes retraitées et l'adaptation de la société au vieillissement comprenant quatre-vingt-sept membres répartis en six collèges.

Installé le 13 décembre 2016, le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge est placé auprès du Premier ministre. Il est composé en nombre égal d'hommes et de femmes et a pour missions d'animer le débat public et d'apporter aux pouvoirs publics une expertise prospective et transversale sur les questions liées à la famille et à l'enfance, à l'avancée en âge, à l'adaptation de la société au vieillissement et à la bientraitance, dans une approche intergénérationnelle.

Le HCFEA est chargé de rendre des avis et formuler des recommandations sur les objectifs prioritaires des politiques et sur tout projet de mesure législative concernant son champ d'intervention. Il formule toute proposition de nature à garantir le respect des droits et la bientraitance des personnes vulnérables à tous les âges de la vie ainsi que la bonne prise en compte des questions éthiques. Il peut en assurer le suivi.

Il donne un avis et formule toute propositions et recommandations concernant l'enfance, l'avancée en âge des personnes âgées et des personnes retraitées, l'adaptation de la société au vieillissement, la prévention, l'accompagnement de la perte d'autonomie et la bientraitance.

Bernard Desbrosses siège à la Formation Famille au titre de Familles de France

PARTENARIAT ORANGE

Dans le cadre du partenariat mis en place entre Familles de France et Orange, Michel BONNET a participé à la séance plénière du 22 juin. L'objectif est de construire ensemble des outils de formation, sensibilisation et communication, pour les familles, sur les questions de comportements sur internet, de téléphonie, de jeux vidéo, de réseaux sociaux...

FRANCAISE DES JEUX

La Française des jeux a créé il y a quelques années une structure de dialogue avec les associations et représentants de la société civile. Familles de France y a participé dès le départ et cette organisation est devenue un « laboratoire sociétal » géré par une agence extérieure. Toutes les questions autour du jeu d'argent sont abordées, en particulier de la protection des publics sensibles (jeunes, adultes addict...). Michel BONNET a participé à la réunion du 23 juin.

SYNDICAT DU LIVRE

Chaque année Michel BONNET rencontre le syndicat du livre sur les questions de la lecture, de la jeunesse, de l'éducation à la lecture en famille... cette année ce fut à Montreuil le 3 décembre 2016.

Représentations Développement durable 2016

AFNOR – GT produits biosourcés

La commission de normalisation « produits biosourcés » a été créée en 2012 et Familles de France y a participé en tant que représentant consommateur. Un travail a été fait dans le but d'harmoniser l'utilisation de déclarations pertinentes pour décrire les caractéristiques de produits biosourcés dans le cadre d'une communication crédible et non trompeuse.

ADEME

Secteur à fort enjeu tant sur le plan économique, social, qu'environnemental, le secteur du bâtiment fait l'objet de nombreuses mesures et programmes suivis par l'ADEME. Nos précédentes rencontres ont montré combien le sujet de la rénovation énergétique en particulier figurait parmi nos préoccupations en tant qu'associations de consommateurs sollicités sur ces sujets. C'est pourquoi, ce sujet a été traité en 2016.

APRIFEL

Le groupe de travail a convenu de réaliser un document pédagogique à destination des adhérents aux associations sur la découpe de fruits et légumes posant le plus de problèmes ; dans l'optique de lutte contre le gaspillage alimentaire. Par ailleurs, le groupe de travail s'est penché sur les risques liés aux expositions aux pesticides lors des modes de production des fruits et légumes.

CNE

Membre du jury « concours emballé ». Le concours vise à distinguer et valoriser des pistes d'innovations pertinentes pour le consommateur, porteuses de sens pour le bien commun et exemplaires en termes de prévention. 9 écoles et plus de 115 étudiants ont investigués, notamment, l'emballage comme un acteur majeur de lutte contre le gaspillage et les pertes de produits. Familles de France a étudié l'ensemble des dossiers présélectionnés par le CNE et a participé à la sélection visant à remporter le concours. Enfin, les jurés étaient en charge de défendre un projet de présentation.

FSC France

Le référentiel français de gestion responsable des forêts a été officiellement validé en 2016 après avoir été notamment testé en forêt. Le travail du GT standard de certification arrive à sa fin. Concernant le GT sur le bois contrôlé, les travaux se sont poursuivis notamment sur le cadre des hautes valeurs de conservation pour lesquelles une cartographie est attendue afin de pouvoir poursuivre le travail débuté. Enfin, la présidence de FSC France par Familles de France s'est poursuivie et a permis la rencontre d'acteurs comme WWF et le CGDD. Familles de France a d'ailleurs pu intervenir lors d'une table ronde co-organisée par FSC et le Comité 21 sur le thème des achats responsables.

PROMOTELEC

L'objectif du GT est de favoriser la performance énergétique des logements. Un état exhaustif des technologies disponibles pour favoriser la performance énergétique a été réalisé via une typologie de bonnes pratiques effectuée en amont. Une collecte des chiffres pour évaluer des gains de consommation énergétique espérés par la mise en œuvre de bonnes pratiques et de technologies retenus est en cours. Enfin, il a été décidé de mettre à disposition du consommateur un outil d'information et de conseils qui permette d'envisager la question des économies d'énergie réalisables à moindre coût dans un logement. Le plan de mise en œuvre de cet outil a été discuté et validé.



MEEM (NANOMATERIAUX)

Depuis le 9 octobre 2015, le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur une demande de Madame la Ministre Ségolène Royale a diligenté un Groupe de Travail intitulée " GT Étiquetage et restriction des produits contenant des nanomatériaux ».

Trois réunions ont eu lieu depuis cette date.

Objectifs poursuivis :

- élaboration de propositions pour l'étiquetage des produits de consommation contenant des nanomatériaux
- élaboration de propositions pour la restriction des produits dangereux en contact avec la peau (notamment avec les enfants et les femmes enceintes)

Depuis, de nombreuses publications sur le sujet ont vu le jour, et deux règlements européens ont été consacrés aux nanomatériaux manufacturés : règlement 1169/2011 et règlement 2015/2283 (disponibles sur le site de la DGCCRF).

Focus sur les produits alimentaires : un étiquetage obligatoire pour les nanomatériaux manufacturés

Le règlement INCO définit le nanomatériau manufacturé comme :

"un matériau produit intentionnellement présentant une ou plusieurs dimensions de l'ordre de 100 nm ou moins, ou composé de parties fonctionnelles distinctes, soit internes, soit à la surface, dont beaucoup ont une ou plusieurs dimensions de l'ordre de 100 nm ou moins, y compris des structures, des agglomérats ou des agrégats qui peuvent avoir une taille supérieure à 100 nm mais qui conservent des propriétés typiques de la nano échelle".

En vue de garantir un niveau élevé de protection de la santé humaine et des intérêts des consommateurs, les denrées alimentaires se composant de nanomatériaux manufacturés sont soumises à une stricte obligation d'étiquetage.

Le règlement 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires (dit INCO) prévoit l'étiquetage des nanomatériaux utilisés comme ingrédients.

Bon à savoir

La présence de nanomatériaux est soumise à une obligation de marquage pour les produits cosmétiques, les produits biocides et les denrées alimentaires.

Cette obligation est entrée en application le 11 juillet 2013 pour les cosmétiques, le 1er septembre 2013 pour les biocides, le 13 décembre 2014 pour les denrées alimentaires.

Son article 18, alinéa 3, prévoit que :

"tous les ingrédients qui se présentent sous forme de nanomatériaux manufacturés sont indiqués clairement dans la liste des ingrédients. Le nom de l'ingrédient est suivi du mot "nano" entre crochets".

Dès lors que l'ingrédient alimentaire présente une forme nano, l'étiquetage, tel que défini à l'article 18 alinéa 3, est obligatoire.

La définition de nanomatériau manufacturé est reprise à l'identique dans le règlement 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, (dit Novel Food) et qui sera applicable à compter du 1er janvier 2018.

Ainsi, l'obligation d'étiquetage des nano-ingrédients continuera de relever de l'article 18 du règlement INCO. Pour sa mise en œuvre, cette obligation s'appuiera sur la définition du « nanomatériau manufacturé ».

Rôle des associations de consommateurs

Le 19 janvier 2017, des membres de l'association « Agir pour l'Environnement », ont apporté au Secrétariat d'Etat à la consommation 200 produits alimentaires contenant ou susceptibles de contenir des nanoparticules (bonbons, chewing-gums, soupes, mélanges d'épices...). L'association a alors enjoint le gouvernement à agir pour protéger la santé des consommateurs et l'environnement, l'objectif étant de garantir le respect de la réglementation sur l'étiquetage. En effet, d'après l'association, aucun produit alimentaire ne comportait l'étiquetage nano (www.agirpourenvironnement.org).

Pour les consommateurs intéressés par les nanomatériaux, notre représentant du groupe de travail "GT Étiquetage et restriction des produits contenant des nanomatériaux" recommande de parcourir le site de l'AVICENN (Association de veille et d'information civique sur les enjeux des nanosciences et des nanotechnologies <http://veillenanos.fr>) et de s'adresser à cette association. Celle-ci a publié chez Yves Michel un livre intitulé "Nanomatériaux et risques pour la santé et l'environnement" (7 €), dont la lecture très aisée pour un sujet "technique" démystifie la complexité des problématiques posées et démontre l'URGENCE D'ÊTRE VIGILANT.

DGAL et MEEM

Familles de France a participé à l'audition des associations de défense des consommateurs et de l'environnement sur la révision du pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire. Mais aussi, à une réunion du comité opérationnel qui a permis la validation de la nouvelle structure du pacte et de disposer d'un bilan de l'avancement des groupes de travail en cours.

EDEN

Divers travaux ont été menés par les différents groupes de travail auxquels participe Familles de France. Pour le Groupe de travail sur la transition énergétique, ont été étudiés le bilan carbone du système électrique français et le contenu en carbone des différents usages de l'électricité ainsi que le coût par rapport à l'efficacité des politiques publiques en termes de réduction des émissions de CO2. Au regard du Groupe de travail bâtiment, ont été abordées notamment les solutions pour récupérer l'énergie dans les eaux grises et les grandes options de la Réglementation environnementale 2018. Concernant le Groupe de travail sur les réseaux, stockage et régulations ont été traités le réseau, les bâtiments et les territoires intelligents ainsi que les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité.

ECO-EMBALLAGE

L'année 2016 a été marquée par de nombreux échanges sur le nouvel agrément 2017/2022 de la filière des emballages ménagers (période de transition, connaissances des coûts, valorisation énergétique, etc.), les évolutions en cours du cahier des charges des filières REP (formation transversale, emballages et papiers) et l'arrêté de nomination de la commission des filières REP. Par ailleurs, différents points d'actualité ont été faits comme le rapprochement d'éco-emballage et d'éco-folio ou l'arrivée du nouveau Directeur général. Une présentation de la nouvelle campagne de communication et de sensibilisation du grand public a aussi été réalisée.

15. LES CONFERENCES

www.familles-de-france.org/nos-conferences

LES CONFERENCIERS DE FAMILLES DE FRANCE www.familles-de-france.org/nos-conferences

Dans le cadre des actions de prévention, plusieurs intervenants membres de Familles de France interviennent sur des sujets très variés. Les thèmes des conférences sont disponibles sur notre site Internet. Elles peuvent se faire soit en conférences / débats, soit en milieu scolaire ou centres sociaux....

Quelques exemples :

■ Les conférences de Catherine VIVIEN Une seconde chance (DAEU)

Chaque 2^{ème} jeudi du mois, Administrateur au national, **Catherine VIVIEN** a assurée 11 conférences en 2016 en alternance sur deux lieux :

- cité des métiers
- centre Pompidou

Le but : permettre une deuxième chance d'obtenir son baccalauréat ...

■ Interventions de Michel BONNET

Atelier d'écriture en maison de quartier (Chatenoy-le-Royal et bibliothèque de Chalon-sur-Saône) : 20 janvier, 17, 18 et 19 février.

Infirmier du collège La Chataigneraie d'Autun, 30 septembre

Maison familiale rurale d'Etang-sur-Aroux et Ecole de la seconde chance, réseaux sociaux, 3 octobre

Lycée agricole de Fontaines, journée réseaux sociaux, 11 octobre

Bibliothèque de Chagny, la lecture, 24 et 25 octobre, 4 novembre

Journée prévention sur les comportements numériques au collège de Nantua, 7 novembre

UTB, médias et citoyenneté, public grands-parents, 24 novembre

Forum à Chalon-sur-Saône en partenariat avec l'IUT et Familles de France, le 8 mars, sur le thème : Femmes Hommes, mieux vivre ensemble avec des interventions de Patrick Chrétien et Odile Coutaudier.

Bibliothèque Centre Pompidou Centre de l'information

Evoluer ? Rebondir ? Passer un concours ? Changer de vie...
Un baccalauréat à tout âge : le DAEU
(Le diplôme de la 2^{ème} chance)

« Je n'ai pas pu suivre d'études et le bac est resté un rêve... »
« J'ai besoin d'un diplôme de niveau IV (Bac) pour suivre une formation... pour changer de poste, d'emploi... »
« Je n'ai pas de bac, mais grâce à mes lectures et à mes activités, mon niveau a sûrement évolué ! »
« Je passerais un baccalauréat, si ça ne semblait pas si compliqué » !

Le DAEU ? Un « baccalauréat pas comme les autres » qui peut vous concerner !

Le DAEU (Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires) est l'équivalent du baccalauréat, niveau IV. Il offre une 2^{ème} chance pour construire sa vie professionnelle et retrouver confiance en soi. Pour en savoir plus sur les modalités de ce diplôme national, la conférencière Catherine VIVIEN vous en présentera les contours, les aménagements et la procédure d'inscription pour augmenter toutes vos chances de réussite. Conditions requises : niveau scolaire 3^{ème} (collège)

La Bibliothèque d'Information Publique vous invite :

Conférence sur le D.A.E.U
REUNION MENSUELLE
Cité des sciences et de l'industrie - Cité des Métiers
Accès libre et gratuit

Adresse : Centre POMPIDOU- Bibliothèque Publique d'Information
4, place Georges-Pompidou - 75003 PARIS
Contact pour s'inscrire : Marie Payot - 01 44 78 44 83

■ Intervention de Thierry FOULQUIER- GAZAGNES

Sur le thème de la transmission, à l'occasion des 70 ans de l'AGF de Strasbourg, **Thierry FOULQUIER-GAZAGNES** administrateur à Familles de France et président de la fédération de l'Hérault est intervenu le 25 mars 2016. L'association générale des Familles du Bas Rhin, affiliée à Familles de France a associé festivités avec réflexion à l'occasion de ses 70 bougies.



16. AGENDA STATUTAIRE 2016

www.familles-de-france.org

Dates	Représentants	Évènements
hebdo	P. Chrétien	CESE/ Participation aux séances plénières et réunions de section - Chaque semaine
13/01	P. Chrétien	AFF Paris15 : présentation des vœux de Marcelle Bernon, présidente, et Maryse Carron + remise des diplômes aux lauréats du concours de dessins initié dans le cadre du 25ème anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant le 20 novembre 2015
14/01	P. Chrétien	HCF : séance
14/01	P. Chrétien	Médiateur de l'Énergie : rencontre
14/01	P. Chrétien	Vœux de Ségolène Royal : Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
15/01	V. Durin	PEEP : participation à la cérémonie des vœux par sa présidente, Valérie Marty
20/01	P. Chrétien	Ministère de l'Economie et des Finances : présentation des vœux en présence de Michel Sapin, Ministre des Finances, et Emmanuel Macron, Ministre de l'Économie
28/01	P. Chrétien	AGF Paris8ème : participation à l'AG
28/01	P. Chrétien	Équilibre des Énergies : rencontre avec Serge Lepeltier, président de l'association
03/02	P. Chrétien et T. Vidor	Passerelles et compétences : rencontre pour étude d'un partenariat
11/02	P. Chrétien	HCF : séance
15/02	P. Chrétien	AGF Paris6ème : participation à l'AG
29/02	P. Chrétien et G. Parisot	Association familiale à Laval (53) : participation à l'AG constitutive
05/03	P. Chrétien	UNAF : interrégion Nord Picardie Alsace Lorraine Champagne UNAF à Troyes (10)
07/03	P. Chrétien	Association familiale du Verdunois (55) : participation à l'AG
08/03	P. Chrétien	Forum "femme ou homme, mieux vivre ensemble" en Saône et Loire (71)
10/03	P. Chrétien	HCF : séance
14/03	P. Chrétien	Semaine de la petite enfance à Metz (57) : participation à la journée d'ouverture
15/03	P. Chrétien	UNAF : conférence des Mouvements
21/03	O. Coutaudier	Fédération des Familles de France de l'Ain (01) : participation à l'assemblée générale
21/03	P. Chrétien	Printemps algérien à Metz (57) : participe à la journée et assiste à la conférence de Nadia AÏT ZAI, militante des droits des femmes en Algérie
26/03	P. Chrétien	Association familiale de Joué-lès-Tours (37) : participation aux "60 ans"
30/03	P. Chrétien	Ensemble2Génération : rencontre de la présidente de l'association
01/04	P. Chrétien	Association Famille Lorraine de Metz quartier de Borny : participation à l'assemblée générale
03/04	P. Chrétien	Family Rando la Quentinoise à Metz : participation à la randonnée
05/04	P. Chrétien	UNAF : concertation avec Stéphane Bernardelli, président de la Conférence Nationale des Mouvements Familiaux, sur le développement de la vie associative
07/04	P. Chrétien	AGF Paris15ème : présentation de l'album "T'choupi et Fifinou à l'école"
9&10/04	P. Chrétien	UNAF : journée des présidents et directeurs à Carcassonne (11)
14/04	V. Durin	HCF : séance
15/04	P. Chrétien	AGF du Val d'Oise (95) : participation à l'assemblée générale
18/04	P. Chrétien et D. Borne	INC : rencontre place Saint-Georges avec la nouvelle directrice, Agnès-Christine Tomas-Lacoste
21/04	P. Chrétien	AGF du Bas-Rhin (67) : rencontre avec Aloyse Bardol, président et Philippe de Combejean, Vice-président
27/04	P. Chrétien	Ministère de l'Economie et des Finances : participation à la cérémonie de remise des insignes de Commandeur de la Légion d'Honneur à Reine-Claude Mader, présidente de la CLCV
28/04	P. Chrétien, V. Durin, M. Grenouilleau, T. Vidor	CNAF : bilan intermédiaire du contrat partenarial 2014-2017
04/05	P. Chrétien	Ambérieux (01) : participation à l'AG
09/05	P. Chrétien	Ministère des Affaires sociales : remise du rapport Sylviane Giampino sur "développement des jeunes enfants, modes d'accueil et formation des professionnels"
13/05	P. Chrétien	UDAF de la Moselle (57) : participation au "70ème anniversaire"
17/05	P. Chrétien	AGF Paris17ème : participation à l'AG
23/05	P. Chrétien et U. Baguant	Ministère de la Famille - Laurence Rossignol : réunion de concertation avec les autres mouvements familiaux et l'Unaf sur la lutte contre la radicalisation et les actions de parentalité
23/05	P. Chrétien et U. Baguant	UNAF : rencontre de l'ensemble des mouvements familiaux à recrutement général autour de la présidente de l'UNAF
26/05	P. Chrétien	COGEHAM (57) : participation à l'assemblée générale
28/05	P. Chrétien	UDAF du Bas-Rhin (67) : participation au "70ème anniversaire"

31/05	P. Chrétien	ORGECO(89) : participation à l'assemblée générale
02/06	P. Chrétien	UNAF : conférence des Mouvements
04/06	Fédérations et Asso aff	AG de la Fédération nationale
07&08/06	M. Grenouilleau	Rencontres de Santé publique France : participation
09/06	P. Chrétien	Ministère des Affaires sociales : formation sur la radicalisation
11/06	P. Chrétien	AGF du Bas-Rhin (67) : AG et 70ème anniversaire à Hipsheim
16/06	P. Chrétien et U. Baguant	Ministère de l'Éducation nationale - Olivier Noblecourt, directeur adjoint du cabinet de la Ministre : présentation de l'association et de notre dossier de demande de renouvellement d'agrément comme association éducative
21/06	M. Grenouilleau	Conseil Supérieur du Notariat - groupe de travail partenarial avec les associations : la dépendance
23/06	P. Chrétien	ORGECO(01) : participation à l'assemblée générale
24&25/06	P. Chrétien O. Coutaudier et U. Baguant	UNAF : participation à l'assemblée générale à Colmar (68)
28/06	P. Chrétien et V. Durin	Parents solos et compagnie (réseau d'entraide de familles monoparentales créé à l'initiative de la Ministre des Familles) : journée de restitution et d'échange
29/06	V. Durin	CNAF : lancement de la charte de la laïcité
07/07	P. Chrétien	HCF : séance
07/07	P. Chrétien	INC : réunion de travail
17/08	P. Chrétien, O. Coutaudier, D. Borne	conférence de presse sur le coût de la rentrée scolaire
07/09	P. Chrétien et L. Baranger	Promotelec : rencontre du président et du directeur
10/09	P. Chrétien et Administrateurs	UNAF : séminaire de rentrée
21/09	P. Chrétien	Association Contribuables associés : rencontre
23/09	Conseil	Séminaire de rentrée des administrateurs nationaux Familles de France
23/09	P. Chrétien	Fédération des Associations Générales des Familles du Val de l'Oise (95) : AG
27/09	P. Chrétien	Familles de France Relais : AG
29/09	P. Chrétien	CESE : réunion de groupe et réunion plénière
05/10	P. Chrétien	Conseil Supérieur du Notariat - groupe de travail partenarial : le tarif du notaire après la loi croissance
06/10	P. Chrétien	INC : réunion de travail
19/10	P. Chrétien	Association familiale de Peltre (57) : participation à l'AG
21/10	P. Chrétien	Association familiale de Bourg-en-Bresse (01) : assemblée générale
03/11	P. Chrétien et U. Baguant	SÉNAT - Caroline Cayeux, rapporteure du volet "Famille" : audition sous forme de table ronde dans le cadre de l'examen du PLFSS 2017
08/11	U. Baguant	UNAF : participation à la Journée nationale Santé
09/11	U. Baguant	SÉNAT - Corinne Féret, membre de la Commission des Affaires sociales et Chef de file du Groupe socialiste sur le PLFSS2017 : échange sur la politique familiale
09/11	U. Baguant	participation au colloque " prévention et accompagnement à la santé " organisé à Paris par la fondation PiLeJe et l'Institut Pasteur de Lille
15/11	P. Chrétien et U. Baguant	Ministère des Affaires sociales et de la Santé : colloque sur les modes d'accueil des jeunes enfants
21/11	P. Chrétien et U. Baguant	Ministère de l'Éducation nationale / DEGESCO - Ayda Hadizadeh, Cheffe du bureau des actions éducatives, culturelles et sportives : présentation de l'association et de notre dossier de demande de renouvellement d'agrément comme association éducative
21/11	P. Chrétien	Fédération Familles de France de la Moselle (57) : AG
23/11	P. Chrétien	Consulat d'Algérie : invitation pour la fête nationale algérienne
24/11	U. Baguant	UNAF : rencontre des mouvements familiaux impliqués dans les secteurs de la petite enfance et de la parentalité pour échanger sur l'actualité politique de ces secteurs
26/11	P. Chrétien	UNAF : conseil des régions
30/11	P. Chrétien	Institut de la Protection Sociale : rencontre avec le président, Bruno Chrétien
01/12	P. Chrétien	Ligue des Droits de l'Assuré : rencontre
02/12	P. Chrétien	Association du Fort Moselle à Metz (57) : AG
07/12	P. Chrétien	CNPERT : participation à la conférence du Pr. Jean-Pierre Goullé sur "le cybermarché noir des drogues"
10/12	P. Chrétien	Élysée : participation à la cérémonie de remise de la médaille de la famille par le président de la République
12/12	M. Grenouilleau	COR : colloque
15/12	J. Belkiri	SÉNAT - Philippe Bas, président d'une mission sur le redressement de la justice : audition commune de l'Unaf et des 7 mouvements familiaux à recrutement général

17. ACTIVITES DES FEDERATIONS/ASSOCIATIONS

www.familles-de-france.org/ou-nous-trouver

Retrouvez toute l'activité des fédérations et associations sur l'annuaire de notre site Internet

**OÙ NOUS
TROUVER ?**

Découvrez les Fédérations
départementales et les
associations Familles de France



Familles de France – Fédération nationale
28 place Saint Georges – 75009 Paris

Merci à nos partenaires



MINISTÈRE
DES FINANCES
ET DES COMPTES
PUBLICS

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE

**Caisse
nationale
des
allocations
familiales**



MINISTÈRE
DE LA VILLE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

